

# LE MONDE DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 22 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Ch.-d'Israël, 275 G.S. ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 70 pes. ; États-Unis, 45 ct. ; France, 125 fr. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 L. ; Liban, 225 F. ; Luxembourg, 25 F. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Royaume-Uni, 75 p. ; Suède, 500 kr. ; Suisse, 1,20 F. ; Tchécoslovaquie, 20 K. ; Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 20 D.

100 F. pour 100 francs

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 09

Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### La relance arabe de M. Cheysson

M. Cheysson commence, ce samedi 29 mai, la première visite d'un ministre français dans le monde arabe depuis le voyage de M. Mitterrand à Jérusalem, exception faite des secourables du président de la République à Alger et à Nouakchott pendant son périple africain et de l'aller et retour de M. Mauroy à Beyrouth en des circonstances exceptionnelles.

En Arabie Saoudite, en Tunisie et en Libye, le ministre des relations extérieures s'entretient avec des chefs d'Etat aussi différents que le roi Khaled, le président Bourguiba et le colonel Kadhafi. Même si l'étape de Tripoli est un peu spéciale et peut être considérée comme une tentative d'apaisement de normaliser des relations bilatérales qui seront toujours difficiles, le voyage du ministre est avant tout destiné à réparer la porcelaine des relations franco-arabes, rudement ébranlées par la visite présidentielle en Israël.

M. Mitterrand se réclame d'une politique « équilibrée » au Proche-Orient. C'est pour rétablir l'équilibre qu'il était résolu à se rendre en Israël, où aucun président français n'était allé. Il a toujours voulu tenir le même langage aux Israéliens et aux Arabes et il répète en toutes circonstances que le règlement au Proche-Orient passe nécessairement par la reconnaissance mutuelle du droit d'Israël à la paix et du droit des Palestiniens à un Etat.

A cela les Arabes répondent que l'équilibre de cette formule est purement verbal et qu'elle fait abstraction des réalités humaines. Comment — demandent-ils — M. Mitterrand, si sensible à ce qui touche les droits de l'homme et qui s'est ému des malheurs du peuple juif, n'a-t-il pas eu à Jérusalem un mot de compassion pour les réfugiés palestiniens ? Comment dans son discours à la Knesset a-t-il pu ignorer l'annexion toute fraîche du Golan ? Peut-on dire sérieusement que le retard symbolique du voyage présidentiel provoqué par ce coup de force, que le monde entier a condamné, ait rétabli l'équilibre ? Et si le voyage à Jérusalem n'était qu'un geste, pourquoi M. Mitterrand refuse-t-il d'en faire un de même nature à l'égard de l'organisation palestinienne la plus représentative ?

Ce qui place la politique française en porte-à-faux c'est que le voyage à Jérusalem n'avait pas été conçu comme un aboutissement, mais comme une étape, et que le processus est arrêté. Après Jérusalem, M. Mitterrand comptait aller dans l'autre capitale, directement impliquée dans le conflit, et avait annoncé sa visite à Amman et dans les trois mois. Discrètement envoyé sur place, M. Rémery, secrétaire général de l'Elysée, trouva le roi Hussein, malgré ses protestations d'amitié, évasif et peu pressé de recevoir le président français. Une autre porte, celle du Koweït, un des premiers partisans politiques et économiques de la France dans le Golfe, s'est fermée de la même façon devant M. Cheysson.

Aujourd'hui, il appartient au ministre des relations extérieures, au moins au cours de ses étapes de Riyad et Tunis (où il rencontrera peut-être aussi le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Khatib) de remettre en mouvement la politique de la France au Proche-Orient et de persuader ses interlocuteurs qu'elle est équilibrée, et surtout, de les convaincre qu'il faut de toute urgence chercher une solution fondée sur la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'Etat palestinien, la seule qui soit réaliste et raisonnable.

### La prise de Port-Darwin par les commandos britanniques est annoncée par Londres

Après deux jours de débats, les vingt et un pays membres du traité d'assistance interaméricain réciproque (TIAR, ou traité de Rio) ont adopté, le samedi 29 mai à Washington, une résolution très favorable à l'Argentine. Adoptée par dix-sept voix et quatre abstentions, dont celle des Etats-Unis, la résolution demande à Washington de cesser son aide à la Grande-Bretagne, et elle invite les pays membres à prêter une assistance « appropriée » à l'Argentine. C'est un revers diplomatique pour le gouvernement Reagan, qui tente d'établir une dégradation de ses relations avec l'Amérique latine.

D'autre part, l'offensive des troupes d'élite britanniques, amorcée jeudi à partir de la tête de pont de San-Carlos, se développe. Londres a annoncé vendredi la prise par un bataillon de parachutistes de Port-Darwin et de la piste de Goose-Green, à une trentaine de kilomètres au sud de San-Carlos. Buenos-Aires n'a ni démenti ni confirmé cette information, mais fait état de combats dans ce secteur. L'objectif avoué des Britanniques est maintenant la reconquête de Port-Stanley, capitale de l'archipel.

### L'O.E.A. demande à Washington de cesser son aide à la Grande-Bretagne

De notre correspondant

Washington. — L'Argentine a remporté une victoire, samedi 29 mai, en faisant adopter par les pays membres du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), ou traité de Rio, une résolution assez favorable à ses vues. Ce texte, approuvé par dix-sept voix et quatre abstentions (Etats-Unis, Chili, Colombie, Trinité-et-Tobago), demande à Washington de suspendre son aide à la Grande-Bretagne et autorise, officiellement, les pays du TIAR à porter assistance à Buenos-Aires.

La résolution votée samedi 29 mai demande aux Etats-Unis de « lever immédiatement les mesures coercitives prises contre l'Argentine et d'arrêter de toutes assistance matérielle au Royaume-Uni, conformément aux principes de solidarité continentale contenus dans le TIAR ».

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 3.)

### L'opposition accentue son harcèlement pour ralentir le travail législatif

Alors que les incidents se multiplient au Sénat entre le gouvernement et la majorité de la Haute Assemblée, à l'Assemblée nationale, le débat sur les droits des travailleurs se poursuit à un rythme jugé trop lent par l'exécutif, qui accuse l'opposition de se livrer de nouveau à l'obstruction. De son côté, M. Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, a réaffirmé, samedi 29 mai, sa conviction qu'il existe un plan de « déstabilisation » du gouvernement.

Sans aller aussi loin, il apparaît néanmoins — comme l'a reconnu vendredi soir M. Séguin, député R.P.R. des Vosges — que l'opposition cherche délibérément à contraindre l'exécutif à recourir à des procédures autoritaires pour accélérer les travaux législatifs. Et par là-même à crispier davantage le débat politique en attendant un tir tiré.

Décentralisation, nationalisations, droits des travailleurs : les mêmes causes produisent-elles les mêmes effets ? Par trois fois, à l'occasion de débats que le gauchisme juge essentiels pour le rétablissement de sa politique ou pour le changement de la vie sociale, les réformes n'ont pas dans les faits avec toute la rapidité souhaitable.

A chaque fois aussi, en amont, le gouvernement commet une erreur d'appréciation. Celle-ci s'enchaîne rituellement avec une situation politique qui devient vite conflictuelle : la majorité s'exaspère des lenteurs calculées de l'opposition. Dès lors, le gouvernement est conduit à se poser une question : faut-il accélérer les débats parlementaires ?

En octobre dernier, lors du débat sur les nationalisations, le gouvernement avait laissé planer la menace d'un recours à l'article 49-3 de la Constitution, qui autorise à engager sa responsabilité sur le vote d'un texte, en soumettant au débat législatif, en mai 1982, il se heurte aux mêmes lenteurs : les débats interminables prévus pour la discussion des quatre textes sur les droits des travailleurs sont déjà, virtuellement, dépassés.

Plus personne ne sait avec précision quand interviendra leur adoption. Pour autant, le temps presse. La réforme électorale doit être examinée en juillet, ainsi que la réforme des prestations familiales. Des ministres plaignent : M. Bocard avec la réforme de la planification, Mme Cresson avec le projet sur les offices par produits.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 5.)

## Et Gibraltar ?

L'imbroglio historique et politique réouvert par l'affaire des îles Malouines, où s'affrontent l'Angleterre et un Etat successeur de l'empire espagnol, ne doit pas faire oublier une affaire non moins actuelle, qui oppose, pour Gibraltar, l'Angleterre à l'Espagne elle-même. Cela explique bien entendu l'attitude actuelle de Madrid dans l'affaire des Malouines ; son évolution ne va pas manquer d'être affectée par le conflit anglo-argentin.

L'affaire de Gibraltar est exemplaire à bien des égards.

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

Exemple par l'insécurité que représente aujourd'hui pour la Grande-Bretagne, sa défense et son prestige, l'insécurité historique et géographique que constitue sa présence sur le Rocher. Exemple par la constante violation des traités à laquelle se livre la Grande-Bretagne depuis 1713, augmentée d'un refus obstiné depuis quinze ans d'y accéder les résolutions des Nations unies.

La rocher de Gibraltar, c'est l'Alyde des Phéniciens, le mont Calpe des Grecs, le djebel Tarik des Arabes, pris sur les Maures par Ferdinand II en 1302, repris par les Maures en 1309, reconquis par les Espagnols en 1469, incorporé définitivement en 1502 par Charles V à la couronne d'Espagne. En 1704, comme on sait, Louis XIV accepte le testament de son beau-père Charles II, dernier souverain de la dynastie habsbourgeoise, qui laisse le trône d'Espagne à son petit-fils le duc d'Anjou, fondateur de l'actuelle dynastie. Les ennemis de la France (qui n'avait rien demandé) se liguèrent aussitôt pour faire triompher la brigade d'un autre prétendant, l'archiduc Charles, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

Dès le début des hostilités européennes, une flotte anglo-hollandaise, commandée par l'amiral Sir George Roke, s'empara par surprise du Rocher et de la forteresse qui, naturellement soutenu par l'Angleterre, et c'est ce qu'on a appelé la guerre de succession d'Espagne, qui trouva sa conclusion en 1713, au traité d'Utrecht.

## AU JOUR LE JOUR

### CHEMIN

C'est lui le chemin. Le titre hugolien du livre de M. Pierre Mauroy est champêtre et fleurit sur la randonnée pédestre, sport à la mode et de saison.

Dans les allées du pouvoir, les voix (et les votes) divergent parfois. Mais, au sein du pécuniaire de M. Mauroy, n'en a cure. Comme les chevaux de course de La Fontaine, il avance sur un chemin montant, sinueux, malaisé, indifférent aux mouches.

Délaissant les autoroutes de la facilité, il trace son sentier dans les fourrés des ronces opposantes, le saboteur humide des indices rétrogrades, les écueils des sondages de popularité, la pente raide de l'inflation.

Nous avons un premier ministre aux semelles de vent.

BRUNO FRAPPAT.

## « LES FANTOMES DU CHAPELIER », de Claude Chabrol

### Éloge de la folie

En mars 1947, Georges Simenon écrivit une nouvelle, *Le Petit Tailleur et le Chapelier*, dont il amplifia le thème, purement policier, jusqu'à l'étude d'un cas pathologique dans un roman, *Les Fantômes du Chapelier*, fin 1948 (1).

Kachoudas, petit tailleur arménien chargé d'enfants, est installé dans une rue étroite de La Rochelle, face à la boutique d'un chapelier, M. Labbé, dont l'épouse, paralysée depuis quinze ans, reste enfermée au premier étage. Kachoudas a une sorte d'admiration pour cet honnête commerçant. Il le suit, le soir, au café fréquenté par les notables, et le regarde jouer au bridge.

(1) La nouvelle a été publiée dans le recueil *Maîtres et les petits cochons sans queue* (lire que le commissaire n'y joue aucun rôle), aux Presses de la cité, comme le roman, dans une autre collection.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 8.)

**POSITIF**  
Le mensuel de référence du cinéma.  
**30° ANNIVERSAIRE**  
mai 52 mai 82  
30 ans d'analyse et de vie cinématographique  
30 ans d'indépendance grâce à des lecteurs fidèles

OFFRE D'ABONNEMENT EXCEPTIONNEL  
1 AN 12 n° - 200 F au lieu de 288 F  
+ cadeau : le numéro du 30° anniversaire.

Nom.....Prénom.....  
Adresse.....  
Nouvelles éditions Opta  
1 Quai de Conti 75006 Paris.

PAGE 18

**L'actrice**  
**Romy Schneider**  
**est morte**



Le Monde

# étranger

## LA GUERRE DES MALOUINES

● A GENEVE, l'opposition de la Grande-Bretagne a empêché, vendredi 28 mai, l'octroi par le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement d'une aide de 20 millions de dollars (120 millions de francs) à l'Argentine, le consensus étant habituellement requis pour ce type de décision. L'adoption du programme 1982-1986 pour l'Amérique latine a été différée par le conseil d'administration en raison du refus des Latino-Américains de dissocier le cas de l'Argentine des projets pour l'Amérique latine. Une nouvelle réunion sera convoquée pour régler la question.

## BUENOS-AIRES : le « crescendo » des communiqués...et de l'anti-américanisme

Buenos-Aires. — Durant la journée de vendredi 28 mai, les communiqués de l'état-major interarmées ont, dans un subtil crescendo, informé les Argentins de l'avance britannique vers Port-Darwin. La progression des parachutistes et des Royal Marines en direction de ce hameau, situé à 20 kilomètres de la tête de pont établie pendant le week-end dernier, a d'abord été admise de façon nuancée, jeudi soir, par le journal *La Razón* : de « petits groupes » avaient été transportés par hélicoptère à une dizaine de kilomètres du gros des troupes qui ont débarqué, il y a une semaine, et se trouvaient « pratiquement isolés ». Ce n'est que vendredi, un milieu d'après-midi, que l'état-major a reconnu l'attaque britannique contre Port-Darwin. « Le secteur de Port-Darwin a été soumis durant la nuit à un feu naval et, aux premières heures de la journée, l'ennemi a engagé des actions offensives contre cette zone. » On apprend, un peu plus tard, qu'une attaque menée contre Port-Darwin par des hélicoptères, appuyée par l'aviation et le pontonnage de plusieurs frégates, avait été repoussée, et que l'ennemi avait dû se replier vers le nord.

A 23 heures, l'état-major annonçait que les troupes britanniques avaient reçu des renforts et lançaient une nouvelle offensive contre Goose-Green. Le pessimisme prévalait, dès vendredi soir, dans les milieux dirigeants. On commençait à s'interroger sur la rapidité avec laquelle les Britanniques avaient pu avancer jusqu'à cette position-clé. Les soldats argentins cantonnés sur les Malouines depuis près de deux mois, dans des conditions souvent précaires, seraient-ils affaiblis physiquement ? La coordination entre les opérations terrestres, aériennes et navales laisserait-elle à désirer ? Le courage et la conviction des appelés argentins seraient-ils insuffisants face à l'expérience et à l'armement plus sophistiqués des troupes britanniques ? Autant de questions auxquelles on prétendait ne pas répondre.

On avait cru, après le débarquement des troupes britanniques, que le général Menéndez pourrait renforcer sa position autour de Port-Darwin, et surtout de « Puerto Argentino » (Port-Stanley), plutôt que de chercher à déloger les troupes installées près de Port-San-Carlos. La

### Correspondance

fait est que les forces britanniques ont réussi à franchir les défenses argentines. Il y a tout lieu de penser qu'elles s'efforceront, après avoir pris Port-Darwin, de franchir le plus rapidement possible la centaine de kilomètres de plate calcaireuse qui sépare cette localité de Port-Stanley, défendu par environ cinq mille hommes. La capitale des Malouines pourrait également subir, à l'est, l'assaut des soldats amenés par le *Cuervo Elizabeth*, estimé-on dans les milieux militaires. Les quarante-huit prochaines heures seront sans doute décisives.

### Le ton monte dans la presse

Le ton monte également dans la presse de la capitale. Le gouvernement des Etats-Unis est, à l'évidence, de plus en plus impopulaire, et seule la modération de la junte explique que les sentiments anti-américains ne se soient pas encore manifestés de façon massive et violente.

Même si le gouvernement militaire ne va pas jusqu'à la rupture des relations avec Washington, et ne met pas à exécution sa menace de faire appel à l'Union soviétique, la « traïcon » des Etats-Unis laissera des traces profondes au sein des forces armées et de l'opinion publique argentines. Imaginez-on, après la guerre des Malouines, les militaires argentins aidant M. Reagan à « déstabiliser » le gouvernement sandinista, ou à combattre la guérilla au Salvador ?

On ne se faisait guère d'illusion sur les milieux diplomatiques sur les chances du secrétaire général des Nations unies d'empêcher la bataille de Port-Stanley. La résolution, votée samedi matin par l'Assemblée de consultation du TIAR, donne, certes, un caractère légal à l'aide militaire que certains pays latino-américains sont disposés à apporter à l'Argentine, mais on peut se demander si celle-ci n'arrivera pas trop tard. Au moment où les armes s'apprent à décider du sort des Malouines, l'Argentine est seule pour défendre ce qu'elle considère comme son territoire.

Les Argentins se consolent des succès britanniques sur l'île orientale en soulignant que, de toute façon, il est impossible pour leur pays de l'emporter face à l'alliance « de la première et de la troisième puissance mondiale ». Les critiques sont beaucoup plus vives à l'égard des Etats-Unis que vis-à-vis de la Grande-Bretagne, et la détermination des relations entre Washington et Buenos-Aires s'est accentuée au cours des derniers jours.

C'est d'abord le général Galtieri qui a répondu en termes très durs

Le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, chargé d'une nouvelle tentative de médiation par le Conseil de sécurité, a déclaré, jeudi soir 27 mai, après avoir reçu les représentants argentins et britanniques aux Nations unies, M. Eizola et Sir Anthony Parsons, que « certaines nouvelles idées » avaient été présentées par les parties au conflit des Malouines, et qu'il verrait maintenant ce que l'on peut faire.

Un visa a été accordé à M. Adolfo Pérez Esquivel, qui en avait fait la demande auprès de la Grande-Bretagne le 5 mai à Buenos-Aires, afin de pouvoir se rendre dans ce pays pour un bref séjour. Cette demande a été appuyée par deux députés travaillistes, Mme Judith Hart et lord Brockway, et elle fait l'objet d'une question écrite à la Chambre des communes.

M. Mitterrand a reçu le vendredi 28 mai, M. García Bustillos, ministre secrétaire de la présidence de la République du Venezuela, qui a été reçu jeudi à déjeuner par M. Cheysson, ministre des relations extérieures. Le ministre vénézuélien, qui est passé à Madrid, Bonn et Bruxelles et qui se rendra lundi à La Haye, est chargé d'expliquer aux Européens que le soutien à la Grande-Bretagne risque de couper pour longtemps l'Europe de l'ensemble de l'Amérique latine.

Le représentant britannique, M. Brand, soutenu par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, a déclaré : « Nous pouvons mettre en doute le droit d'un pays qui gaspille des millions de dollars pour une aventure militaire à demander une aide au développement. » Il a rappelé que Buenos-Aires n'avait pas retiré ses forces des Malouines, comme le demande le Conseil de sécurité. Les pays de la Communauté européenne, le Japon, le Canada et la Suède ont exigé, eux aussi, que la décision soit prise par consensus.

● A LIMA, l'Argentine et les cinq pays du groupe andin ont décidé, vendredi, de privilégier leurs échanges commerciaux et

économiques pour atténuer les effets du boycott européen de l'Argentine. Le Pérou a décidé d'aider militairement l'Argentine « dans la mesure de ses moyens, sans affaiblir sa défense ».

● A PARIS, le ministre secrétaire de la présidence du Venezuela, M. García Bustillos, a eu vendredi un bref entretien avec M. Mitterrand sur les conséquences pour l'Europe du boycott de l'Argentine.

● A BRUXELLES, le groupe latino-américain a décidé de suspendre le dialogue avec la Communauté européenne, qui devait reprendre en juin.

## LONDRES : les succès de Port-Darwin et Goose-Green annoncent la reconquête de Port-Stanley

### De notre correspondant

Les pertes britanniques sont légères. Le village de Darwin, deuxième lieu de peuplement des Malouines avec cent dix habitants en temps ordinaire, et l'aéroport de Goose-Green sont distants de huit kilomètres. Ils sont situés sur une petite bande de terre formant le détroit de Chobson, qui coupe l'île orientale en deux. On estime que plusieurs centaines d'Argentins y étaient retranchés, et qu'ils ont été attaqués par un millier de Britanniques. Ceux-ci avaient quitté la tête de pont de San-

Carlos jeudi matin. Une partie avait été transportée par hélicoptères, une autre, déposée plus au sud par des barges de débarquement, avait pris à revers les forces argentines. Le deuxième régiment de parachutistes est équipé de missiles anti-chars Milan et de mortiers de 81 millimètres. Il a été appuyé par des bombardements navals et des raids de chasseurs Sea-Harrier. Outre son effet psychologique, la prise de Goose-Green et de Darwin présente deux avantages essentiels pour le corps expéditionnaire britannique. Elle permet, d'une part, d'éliminer une menace potentielle pour les forces britanniques, qui peuvent maintenant se concentrer sur Port-Stanley sans craindre d'être prises à revers. Elle met, d'autre part, une piste de long à la disposition des chasseurs Harrier de la Royal Air Force, qui ne sont pas bien préparés à décoller des porte-avions, et qui seront très utiles pour le pilonnage des positions ennemies autour de la capitale des Malouines.

### Un navire-hôpital

Dans les milieux proches du ministère de la défense, on s'étonne un peu de la facilité et de la rapidité avec lesquelles Darwin et Goose-Green sont tombés. Les Argentins ont eu deux jours de combat. Mais on ne cache pas que la bataille pour Port-Stanley sera certainement plus difficile. Sept mille soldats argentins, dont beaucoup appartenant à des unités d'élite, y sont solidement retranchés. Les forces britanniques ont, en effet, à franchir un mouvement en tenaille par le sud, à partir de Darwin, et par le nord, directement depuis la tête de pont de San-Carlos. Elles devraient recevoir bientôt le renfort de trois mille cinq cents soldats transportés par le *Queen Elizabeth II*, dont on dit qu'il aurait déjà été transféré sur des navires d'assaut. Ils pourraient être débarqués dans une petite baie au nord ou au sud de Port-Stanley. La défense a confié, quant à la tête de pont britannique, à la marine britannique, le commandement de la zone. Il a indiqué qu'un raid de Skyhawk avait fait quatre morts parmi les fusiliers marins et un dans les troupes de génie. Deux Skyhawk ont été abattus, mais il n'est pas question des bombardiers Canberra que les Argentins affirmèrent avoir envoyé pilonner San-Carlos. D'autre part, un chasseur Harrier effectuait une mission de reconnaissance au-dessus de Port-Stanley et a été abattu par la D.F.A. Son pilote a pu sauter en parachute derrière les lignes argentines.

Enfin, les autorités de Londres ont déclaré que le paquebot *Cruzangra*, transformé en navire-hôpital, avait mouillé brièvement dans Middle Bay, au nord de San-Carlos, pour recueillir des blessés britanniques et argentins. Elles ont assuré que, contrairement aux affirmations de Buenos-Aires, il n'était pas un navire militaire et ne respectait strictement les dispositions de la convention de Genève. On se fait que l'Argentine ait été amenée à prendre la zone des combats ne signifie pas que, dans leur progression vers Port-Stanley par la route du nord, les forces britanniques ont rencontré plus de difficultés qu'il n'est officiellement admis.

DANIEL VERNET.

## RELATIONS AERIENNES SUPPRIMEES ENTRE L'ARGENTINE, LA FRANCE, LES PAYS-BAS ET L'ALLEMAGNE

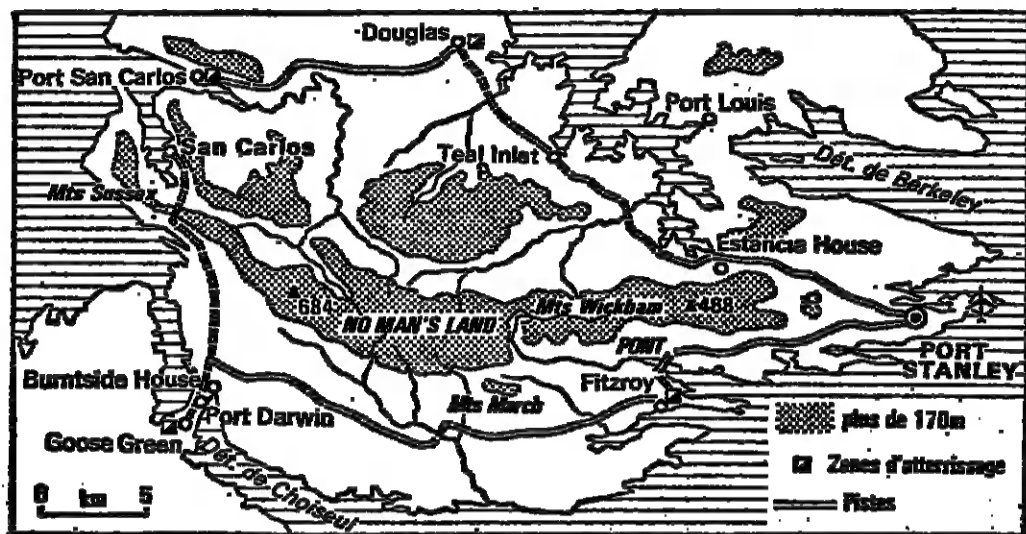
Dans un communiqué publié le vendredi 28 mai à Buenos-Aires, les autorités argentines ont fait savoir qu'elles dénonçaient les accords bilatéraux de transport aérien, les accords de coopération civile, les accords de coopération économique et les accords de coopération scientifique entre l'Argentine et la France, les Pays-Bas et l'Allemagne, en raison des sanctions économiques prises contre l'Argentine.

Les services de transports aériens assurés par les compagnies des pays européens cités pourraient être interrompus dans les trente jours, à partir de ceux de la compagnie nationale argentine, Aerolineas Argentinas. Interrogé ce samedi, le Quai d'Orsay faisait savoir qu'aucune confirmation officielle n'était encore parvenue à Paris.

Nous que, depuis la déclaration de conflit, la compagnie aérienne British Caledonian a cessé d'assurer ses vols en direction de Buenos-Aires.

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

(1) « Le Peon de Gibraltar », la revue d'aires étrangères, juillet et octobre 1982, Roussel, Paris.



## Et Gibraltar ?

(Suite de la première page.)

Le texte poursuit : « Il donne la propriété pour l'avenir et en tout, absolument, en toute forme de droit et à toujours, sans aucune exception ou entrave que ce soit ; mais par la raison que des abus et des fraudes dans l'importation d'aucune sorte de marchandises doivent être évités, le Roi Catholique veut, et commande comme attendu que la propriété susdite soit cédée à la Grande-Bretagne à l'exclusion de toute juridiction territoriale, et sans aucune communication avec le pays environnant du côté de la terre, etc. »

La meilleure explication de ce texte dédicé a été donnée jadis par le juriste français Raoul Genet, qui relève à ce sujet à Grotius, lequel faisait alors autorité et avait posé ce qui suit, dans son *De jure belli ac pacis* : « On acquiert quelque chose de la juridiction et la propriété tout ensemble. (...) Mais ces deux choses ne laissent pas pour cela d'être distinctes. Et de là vient que la propriété peut être non seulement transférée à des sujets de l'Etat, mais aussi à des étrangers, sans préjudice de la juridiction des souverains du pays. (...) »

La juridiction, c'est ce que nous appelons aujourd'hui la souveraineté. Il en résulte donc que l'Espagne n'a jamais cédé à l'Angleterre la souveraineté sur Gibraltar, ou, si l'on préfère, qu'elle y a toujours conservé le domaine éminent. C'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement britannique, tout à tour se réfère au traité d'Utrecht puis, à d'autres moments, laisse entendre qu'il est dépassé, ou bien prétend que deux traités postérieurs auraient en fait consacré ses abus de droit. Mais ces thèses sont insoutenables. Car tant le traité de Séville de 1763 que le traité de Versailles de 1763 consacrent, l'un dans son article premier, l'autre dans son article second, le caractère juridique fondamental du traité d'Utrecht (dont il convient, en outre, de rappeler que la France est et demeure garante). L'Angleterre ne saurait, non plus, arguer d'un droit de conquête, puisqu'elle n'était pas en guerre avec l'Espagne lorsqu'elle a occupé le rocher, ni prétendre que les droits de l'Espagne sont prescrits par le temps, puisque l'Espagne n'a jamais cessé de revendiquer et de protester depuis deux siècles et demi.

En plus de cette usurpation initiale de souveraineté, l'Angleterre a accumulé les voies de fait, occupant au début du siècle, à la faveur des guerres civiles espagnoles, la zone neutre qui avait été établie entre Gibraltar et l'Espagne, et érigant à sa limite, en 1805, une grille de sépa-

ration. C'est sur cet emplacement, dont le traité d'Utrecht ne concède pas même la propriété à l'Angleterre, qu'a été établi l'aérodrome de Gibraltar, sur lequel Londres a aussi prétendu exercer sa souveraineté. La tolérance, pendant des années, d'une contrabande organisée n'a plus dès lors été qu'un abus accessoire après tant d'autres.

A partir de 1950 jusqu'au « référendum » de 1967, l'Angleterre a amorcé un ultime processus visant à éliminer l'Espagne des destinées du rocher en tentant de constituer celui-ci en pseudo-Etat. Il s'agissait essentiellement de camoufler au yeux des Nations unies le caractère colonial de la présence anglaise sur cette partie indélébile du territoire espagnol. La manœuvre a échoué et personne n'a pris au sérieux la prétendue vocation de vingt mille sujets britanniques, artificiellement implantés à Gibraltar pour la circonstance, à se constituer en Etat indépendant.

### Une solution négociée ?

Le 5 novembre 1964, le comité permanent des Nations unies, dit « comité des Vingt-Quatre », adopte un consensus (un consensus est supérieur à une résolution, puisqu'il suppose l'unanimité) qui invite le Royaume-Uni à entrer en pourparlers avec l'Espagne pour trouver une « solution négociée conforme aux dispositions de la résolution 1514 (XV) ». Or cette résolution énonce comme principe que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la charte des Nations unies ». Les Nations unies ont donc reconnu par la légitimité des revendications de souveraineté de l'Espagne. L'Angleterre refuse de se conformer à la résolution et n'aborde, à diverses reprises, des négociations avec l'Espagne que dans le dessein d'obtenir une amélioration des rapports de la base avec l'intérieur du pays, comme si c'était l'Espagne qui, en restreignant ces rapports, conformément aux clauses du traité d'Utrecht, avait abusé de son droit.

Le 19 décembre 1967, l'Assemblée générale des Nations unies, tenant pour nul et non avenue le « référendum » organisé par l'Angleterre en juillet, adopte une résolution impérative à l'endroit de l'Angleterre. Cette dernière n'en tiendra pas davantage compte, et les vaines négociations à nouveau esquissées, en 1972 et 1973, à l'occasion des visites à Londres des ministres Lopez Bravo et Lopez Rodó, ne déboucheront sur rien. Pour Londres,

### Selon un habitant

## LES SOLDATS ARGENTINS DE PORT-STANLEY SONT « TRÈS NERVEUX »

San-Carlos (Reuter). — Un habitant des îles Falkland, qui a réussi à quitter Port-Stanley et à rejoindre, à San-Carlos, la zone d'interdiction britannique, a indiqué que la garnison argentine de la capitale des Malouines était d'une « grande nervosité », alors que la population avait bon moral.

M. Patrick Minto a précisé que les soldats argentins « fourmillent » à Port-Stanley, qui est le principal objectif de l'offensive britannique.

Il a déclaré que, depuis le débarquement du corps expéditionnaire sur l'île orientale, les soldats argentins avaient le feu sur les maisons au moins deux fois.

« Ils ont raté de peu Mme Stella Perry, la vieille dame de cinquante-deux ans qui est propriétaire de la maison où j'habite », a-t-il dit. « La rafale a fait une série de trous dans le mur, juste au-dessus de son têtes ».

« Il est également tiré sur la maison du prêtre catholique, mais, pour autant que je sache, personne n'a été blessé jusqu'à présent. Les soldats argentins sont féroces, et ils appellent sur la distance des qu'ils peuvent avoir vu un signe de mouvement ».

M. Minto a encore indiqué que les habitants de la capitale des Falkland avaient le moral et ne craignent pas la bataille.

Interrogé sur les relations entre la population et les troupes argentines, il a répondu : « Les Falklanders et les Argentins s'ignorent ».

مركز زليخا



## LA GUERRE DES MALOINES AMÉRIQUES

### Les résolutions de l'O.E.A.

(Suite de la première page.)

D'autre part, les signataires du traité ont promis de « donner à l'Argentine l'assistance que chacun d'eux juge appropriée ». Il est précisé que cette assistance pourrait faire « et nécessairement » l'objet d'une « coordination ». Il ne s'agit donc pas, comme le soutient Buenos-Aires, de mettre en œuvre le mécanisme du TIAR, mais de justifier seulement des initiatives individuelles et de laisser la porte ouverte à une éventuelle action collective à laquelle personne ne serait tenu.

Les autres points de la résolution sont moins originaux. Elle « condamne l'attaque injustifiée » des Britanniques et « déplore » que l'attitude de Londres ait entravé les négociations. Elle demande, d'autre part, au Royaume-Uni de « cesser immédiatement ses actions belliqueuses » et d'ordonner « la relève immédiate de sa flotte ». Enfin, après avoir pressé Londres et Buenos-Aires de créer les conditions d'une négociation, le texte demande aux membres de la Communauté européenne de « lever immédiatement leurs mesures de coercition économique ou politique » contre l'Argentine.

Comme le soulignent Buenos-Aires, cette résolution de condamnation du TIAR n'est pas chose. Le texte vote sans discussion pas des mesures ultérieures pour

« préserver la solidarité inter-américaine ».

Les États-Unis apparaissent comme les grands perdants de ces deux jours de débats. Ils ont été critiqués par le plupart des pays latino-américains et accusés d'avoir trahi les institutions régionales. Même le Salvador — pourtant très dépendant de Washington — s'est rangé vendredi aux côtés de l'Argentine. Quelques heures avant le vote, le président Reagan s'était employé à apaiser les latino-américains à l'occasion d'un discours prononcé en Californie : « Je sais, a-t-il dit, que la zone autour des îles Falkland (Malouines) préoccupe profondément chaque nation de cet hémisphère. Nous comprenons les sympathies de l'Amérique latine dans cette crise et y sommes sensibles. Cela a rendu notre propre décision plus difficile ». Le président des États-Unis a lancé ensuite un appel : « J'espère, a-t-il dit, que, comme vous et moi, vous êtes de votre métier pour comprendre l'importance que nous attachons au principe selon lequel les forces armées ne doivent pas être utilisées pour appuyer des revendications dans un différend international. Assurons-nous que les émotions ne masquent pas nos consciences et que nous nous en rendons compte ».

ROBERT SOLÉ.

## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE DU GOLFE

#### Le président du Parlement de Téhéran envisage des opérations sur le sol irakien

Téhéran (A.F.P.). — L'hodjatollah Ebrahim Raïssadani, président du Parlement iranien et membre du Conseil supérieur de défense, a évoqué l'éventualité d'une entrée des forces iraniennes en territoire irakien, au nord de la frontière du vendredi à Téhéran.

« Croyez-vous que nous nous installerons sur la frontière (...) et que nous dirons : « versez nous les dommages de guerre ? » ou « nous ne pouvons pas ». a-t-il affirmé. « Lorsque nous aurons expulsé les irakiens qui sont encore sur notre territoire, personne ne devra croire dans les

mondes qu'il est possible de continuer à traverser la frontière par des démarches diplomatiques », a-t-il poursuivi.

M. Raïssadani, chargé de définir les objectifs militaires au sein du Conseil supérieur de défense, a affirmé que l'Iran envisage de voir ses troupes entrer. Il a toutefois déclaré : « Si Bagdad crée un État populoir islamique, la question se pose autrement. L'indépendance des deux pays ne constitue pas pour nous une condition préalable. Si nous voyions qu'à notre côté le peuple irakien, par sa propre volonté, constituait un État, il n'y aurait pas de problème. Si nous voyions, a-t-il ajouté, le président du Parlement, mais si le parti bas se maintient au pouvoir en Irak ou si c'est un autre pion de l'est ou l'ouest », s'en empara, nous nous dédramatiserons nous-mêmes « par la force », sans pour autant nous approprier de territoires.

#### La « nefoyage » de Khorramchahr

« La bataille de Khorramchahr est terminée », a déclaré vendredi 28 mai le colonel Sayed Chirazi, commandant de l'armée de terre iranienne. Il a ajouté : « Nous continuerons le combat, car nos droits ont été bafoués », indiquant que 20 kilomètres carrés seulement de territoire irakien restent encore occupés par les irakiens dans la partie sud de la province du Khuzistan.

Le colonel Chirazi a ajouté que dix-neuf mille sept cent cinquante irakiens avaient été capturés depuis le 30 avril, que les forces de Bagdad avaient engagé dans la bataille de Khorramchahr environ 140 chars, 1 000 véhicules de transport de troupes et 500 canons. Autour de Khorramchahr, les irakiens ont placé plus de 300 000 mines, a-t-il dit, et « le nettoyage durera longtemps et suppose des pertes ».

Sur le front, les échanges de tirs d'artillerie se poursuivent de part et d'autre de la frontière dans la région de Khorramchahr. Bagdad a annoncé vendredi matin le bombardement à l'artillerie lourde des quartiers résidentiels et des « installations civiles » dans la ville de Basrah dans le sud de l'Irak. De son côté, Radio Téhéran a annoncé le pilonnage de la ville d'Abadan par l'artillerie.

« M. Shimon Pérès à l'Elysée. — La situation au Proche-Orient a constitué l'essentiel de la conversation qu'ont eue, vendredi matin 28 mai, à l'Elysée, le président François Mitterrand et le leader de l'opposition travailliste israélienne, M. Shimon Pérès. Ce dernier, à sa sortie de l'Elysée, a qualifié ses conversations de « très amicales et très ouvertes » et a assuré avoir trouvé le président Mitterrand « très ferme et très optimiste » à la veille du sommet des pays industrialisés de Versailles.

## Colombie : la démocratie en trompe l'œil

### III. — Les économies concubines

par YVES HARDY

Trois candidats sont en lice pour l'élection présidentielle du 30 mai en Colombie, où les problèmes liés au trafic de drogue et aux mutations sociales préoccupent les dirigeants. « Le Monde » des 28 et 29 mai. Une économie parallèle, dite « souterraine », est un élément original, mais inquiétant.

Calí. — La ville d'où le nom est déjà une carresse — conserve tout son attrait mais n'est plus un havre de paix. A la fin de l'année dernière, deux cent vingt-trois chefs de la Mafia s'y seraient réunis en congrès clandestin. Objectif : mettre un terme à la florissante industrie des enlèvements crapuleux ou politiques dont cent quatre-vingt ont été officiellement recensés en 1981. Les mafiosi ont décidé, à l'issue de ce congrès, de créer le mouvement appelé MAS (Mort aux ravisseurs).

Un mois plus tôt en effet, la fille de l'un des « parrains » de Medellín, M. Ochoa, avait été enlevée par les guérilleros du M-19 (Mouvement du 19 avril). Voir les revenus des trafics se dilapier en rasons à part, par ailleurs intolérables aux mafiosi. Mais le MAS a très vite montré une image plus inquiétante. Les coups de téléphone anonymes et les lettres de menaces se sont multipliées à l'adresse d'universitaires, de journalistes ou d'écrivains, parmi lesquels Gabriel García Márquez. Plusieurs syndicalistes ont été arrêtés et torturés en toute impunité. Le 9 mars, un avocat réputé, M. Galvis, défenseur de prisonniers politiques, était assassiné à Bogotá. Le soir de ce crime, des escadrons de la mort — brésiliens, argentins ou guatémaltèques, constitués pour éliminer les opposants politiques, plane décoraient le pays.

La Mafia a aussi réalisé des incursions dans le champ politique en « enracinant » des candidats aux élections locales et départementales. Mais elle se préoccupe surtout de « laver »

l'argent provenant du trafic de la marijuana et de la cocaïne (1). Prés de Medellín, un complexe de loisirs est propriété d'un « commerçant connu et puissant », selon l'expressivité utilisée par la presse : « Nous avons, dit le gérant, investi plus de 100 millions de pesos. Ces arbres ont été construits en trois mois. Elles peuvent accueillir 7 000 personnes, et, à l'avenir, elles en contiendront 15 000. » Il ajoute, avec fierté : « Nous sommes les seuls à organiser des corridos nocturnes. » La Rincónada possède cent trente chevaux de race et un restaurant-discothèque d'une capacité de trois mille places. « Si tout va bien, conclut l'heureux directeur, nous bâtirons dans les prochains années un hippodrome, un odéon et peut-être un hôpital ».

Les membres de la Mafia revendiquent un rang social en rapport avec leur nouvelle puissance financière. Ainsi, à Calí, les investissements réalisés dans la radio G.R.C. (Grupo radial colombiano), le club de football America et des restaurants de qualité sont accueillis avec faveur par les notabilités locales. Par un « moyennage » en douze de la société légale et une habile diversification de leurs activités, les mafiosi veulent assurer la pérennité de leurs affaires. Ne seront-ils pas tentés demain, comme le fait craindre l'opposition du MAS, de constituer un État dans l'État ?

L'imagination est mise aussi au service de la contrebande. Café, cigarettes, huile, sagou, tout ou presque, fait l'objet de transactions en marge de la loi.

#### Un mariage d'argent

L'ANIF (Association nationale des institutions financières) n'est pas une simple association de professionnels pour légaliser la production de la marijuana, afin de pouvoir réintroduire dans les circuits économiques les profits illégitimes. Les deux économies, la légale et l'autre, doivent encore pour le moment rester en concubinage. L'officialisation des liens entre les deux économies heurte encore l'opinion de sensibilité nationale et surtout internationale. L'économie légale a une bonne image de marque internationale. « L'une des économies les plus saines d'Amérique latine », affirme M. Ortiz Mesa, président de la BID (Banque interaméricaine de développement). En 1981, la Banque mondiale a prêté 560 millions de dollars au président, M. Cárdenas, s'est rendu à Bogotá en mars pour signer l'accord d'un crédit de 369 millions de dollars pour la réalisation d'une centrale hydroélectrique.

L'état des finances publiques justifie cette confiance : le montant des réserves internationales est passé de 1,1 milliard de dollars en 1976 à 5,5 milliards au début de l'année. Par ailleurs, le rythme de croissance moyen du PIB entre 1970 et 1981 a été de 5,5 %, et les virtualités éco-

nomiques sont prometteuses. Ainsi le gisement de charbon du Cerrejón, dont les réserves prouvées sont de 15 milliards de tonnes, doit entrer en exploitation en 1986.

Le président de l'ANDI (Association nationale des industriels), M. Bohaverri Correa, n'en demeure pas moins inquiet pour l'avenir. « Il est vrai que le ralentissement du rythme de croissance, pour la troisième année consécutive, s'accompagne à présent d'une régression du secteur industriel (-1 % en 1981). Mais n'est-ce pas le modèle même de développement, avec ses « intégrations monétaires », comme dit M. Wiesner Duran, ministre des finances, qui montre ses limites ?

Confrontés à une surabondance de capitaux, les gouvernements López Michelsen (1974-1978) et Turbay Ayala (1978-1982) ont mis en place des instruments de contrôle de la masse monétaire afin d'éviter un dérapage inflationniste. (Cetui-ci a été évité, quoi que la hausse des prix reste élevée : 26,3 % en 1981, selon les données officielles.) Pour permettre une rémunération positive de l'argent stérilisé, les autorités, conformément aux recettes néo-libérales, ont levé le contrôle sur les taux d'intérêt qui ont grimpé jusqu'à dépasser 45 % cette année.

La logique spéculative a d'autres effets nocifs. La plus visible est une concentration accrue de la richesse et du pouvoir économique entre les mains de quelques groupes financiers.

L'équilibre de la balance commerciale dépend des achats de café, de sucre, de bananes et de fleurs par les États-Unis, premier client de la Colombie. Et depuis l'entrée de M. Ronald Reagan à la Maison Blanche, l'alignement de la diplomatie colombienne sur Washington est beaucoup plus net.

Les risques de contagion des tensions en Amérique centrale n'y sont pas pour rien. L'aide militaire américaine s'élève à 12,7 millions de dollars en 1982, mettant la Colombie au deuxième rang après le Salvador. Le Pentagone est intéressé par la concession d'une base militaire

sur les îles de San-Andrés et Providencia, revendiquées par le Nicaragua, et la Colombie s'est réveillée un allié sûr de Washington dans la crise des Malouines. Cette politique étrangère serait peu modifiée si le candidat conservateur, M. Belisario Betancour était élu président le 30 mai. Le soutien qu'il apporte aux positions argentines dans la guerre des Malouines n'est sans doute pas exempt d'arrière-pensées électorales. Sa philosophie en matière internationale respecte en tout cas la politique des blocs.

« La France, dit-il, ne se trouve pas dans la zone américaine. En ce sens, la déclaration conjointe avec le Mexique sur le Salvador est une ingérence. La France est sortie de sa propre zone d'influence, tout comme l'Union soviétique. L'Amérique centrale et toute l'Amérique latine sont situées dans l'arrière-cour des États-Unis... »

Les candidats libéraux socialistes ont un autre point de vue. « La démarche française mexicaine est respectable », dit M. Luis Carlos Galán, car il est nécessaire que s'établisse un dialogue entre les gouvernements centre-américains et les groupes de guérilla. M. Alfonso López Michelsen est également partisan d'un réajustement de la politique étrangère. Comme M. Gabriel García Márquez, l'historien Alvaro Tirado Mejía soutient le candidat officiel du libéralisme pour cette raison à son avis essentielle : « López est le seul à pouvoir tenir la dragée haute aux militaires et à réorienter nos engagements extérieurs dans une sens progressive ».

Dans l'hypothèse probable d'un succès de M. López Michelsen, il n'est pas sûr que l'armée laisse facilement réduire son influence politique. Elle s'oppose déjà à la promulgation d'une amnistie générale qui profiterait aux généraux qui ont combattu, alors que « la recherche de la paix » est un thème commun aux candidats à l'élection présidentielle.

FIN

## Canada

### Le gouvernement du Québec entend diminuer le traitement de ses fonctionnaires

De notre correspondant

Montréal. — Fait sans précédent, les trois cent mille fonctionnaires québécois auront droit à une réduction de salaire entre le janvier et le 31 mars 1983. Leur rémunération baissera de 18,8 % au cours de cette période pour permettre au gouvernement de rattraper les augmentations trop généreuses qu'il estime avoir accordées à ses employés cette année.

Cette mesure, annoncée cette semaine lors du dépôt de budget et confirmée par la présentation, mercredi 28 mai, d'un projet de loi « spécial » à l'Assemblée nationale, a provoqué un tollé dans les milieux syndicaux.

Confronté à une situation économique particulièrement grave (plus de 12 % de chômeurs), le gouvernement québécois n'avait guère le choix. Il voulait éviter d'augmenter un déficit important (3 milliards de dollars pour des dépenses totales de 22,6 milliards de dollars, soit 15 milliards de francs sur 113 milliards de francs) et d'indisposer encore davantage les milieux d'affaires qu'il veut ménager pour favoriser une reprise de l'activité économique. Il n'était donc pas question d'augmenter les impôts des particuliers et des sociétés qui sont déjà plus élevés que dans les neuf autres provinces du Canada. La hausse des impôts indirects sur le tabac et l'alcool ainsi que l'augmentation de la « taxe de vente » qui est prélevée par les magasins au moment de l'achat sur presque tous les produits — cette taxe passe de 8 à 9 % — étaient insuffisantes pour renouer les caisses de l'État.

#### La fin de la « lune de miel »

Il restait donc les fonctionnaires et tout le personnel employé dans des secteurs contrôlés par l'État, en particulier le budget (82 % exactement) affectés au paiement des salaires des trois cent mille employés de l'État, ce qui donnait une importante marge de manœuvre au ministre des finances, M. Jacques Parizeau. De plus, les fonctionnaires, qui bénéficient d'une sécurité d'emploi absolue et sont un peu mieux payés que les travailleurs privés,

ne sont guère populaires auprès des contribuables moins privilégiés. Il est donc peu probable que ces derniers se solidariseront avec les fonctionnaires, car cela reviendrait à demander une hausse des impôts.

Le premier ministre, M. René Lévesque, avait proposé en avril dernier aux syndicats de renégocier les augmentations déjà accordées dans le cadre des conventions collectives, qui expireront le 31 décembre 1982. Ou alors, avait-il menacé, il faudra licencier dix-sept mille fonctionnaires. Devant leur refus, Lévesque avait déclaré la possibilité d'annuler unilatéralement les augmentations prévues pour le 1<sup>er</sup> juillet. Des menaces de grèves, et même de poursuites judiciaires, ont convaincu le gouvernement de ne pas adopter une mesure très critiquée. Il a finalement choisi de contourner l'obstacle en prolongeant d'autorité les conventions collectives pour trois mois et en diminuant les salaires.

M. Lévesque a justifié cette décision en invoquant la nécessité de « répartir le plus équitablement possible le fardeau entre l'ensemble des citoyens québécois ». Sans contester le principe des restrictions budgétaires, le chef de l'opposition libérale, M. Claude Ryan, a reproché au gouvernement de faire payer aux fonctionnaires ses propres erreurs de gestion et de prévision des dépenses annuelles, et de recourir à des méthodes d'une « brutalité inqualifiable », qui risquent de provoquer une « explosion sociale ». Même les journaux plutôt favorables au gouvernement dénoncent cet « abus de pouvoir » et se demandent comment le parti québécois (au pouvoir) ose encore se dire social-démocrate.

Déjà sérieusement remise en question au cours des deux dernières années, la « lune de miel » entre les syndicats et le parti québécois sombre, cette fois-ci, terminée. Pour les trois grandes centrales syndicales, qui reçoivent aujourd'hui l'appui inattendu de leurs traditionnels ennemis du parti libéral, la formation de M. Lévesque est désormais un parti comme les autres.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### Les relations entre la France et le Nicaragua

#### Le commandant Daniel Ortega viendra en visite officielle à Paris les 12 et 13 juillet

Le commandant Daniel Ortega, chef de la Junta nicaraguayenne, viendra en visite en France en juillet, a déclaré le vendredi 28 mai M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui s'est entretenu le matin avec son homologue nicaraguayen, le père Manuel Escobedo, en marge des travaux de la commission mixte franco-nicaraguayenne. De bonne source, on précise que le commandant Daniel Ortega viendra à Paris les 12 et 13 juillet.

Depuis l'arrivée de M. Mitterrand au pouvoir, la France a apporté son soutien au régime sandiniste auquel elle a, en décembre 1981, vendu des armes, suscitant la mauvaise humeur de Washington. La France a également accordé au régime sandiniste un concours financier de 50 millions de francs.

La visite à Paris du commandant Ortega qui s'est rendu récemment à Moscou, démontrera, dit-on à Paris, l'intérêt que la France accorde à l'évolution de l'Amérique centrale et celui que le Nicaragua attache à ses relations avec l'Occident, en dépit du différend qu'il oppose à Washington.

Le père d'Escobedo devait repartir dès samedi de Paris pour Panama et Cuba, où il assistera à une réunion destinée à préparer le sommet des non-alignés prévu en septembre à Bagdad. Il doit se rendre à La Havane en compagnie de M. Costa Méndez, ministre argentin des affaires étrangères (tous les ministres des

relations extérieures des pays d'Amérique latine sont d'ailleurs attendus à La Havane).

Le père d'Escobedo a assisté vendredi soir, à Paris, à un dîner offert par M. Jean Cot, chargé de la coopération et du développement auprès du ministre des relations extérieures. Il a réaffirmé à cette occasion la solidarité de son pays avec l'Argentine dans le conflit des Malouines. De source informée, on précise que la délégation nicaraguayenne a exprimé le souhait d'avoir des relations économiques diversifiées, et de développer leurs échanges avec la C.E.E. et les pays européens. Les crédits de coopération technique, culturelle et scientifique entre la France et le Nicaragua ont été en 1981 de 9,5 millions de francs, la balance commerciale est déficitaire pour la France, dont les importations du Nicaragua se sont élevées pendant la même année à 113 millions de francs contre 24 millions pour les exportations.

## Le Monde

PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE







## Création du délégué syndical de « site »

Dans l'esprit du gouvernement, la création d'une nouvelle sorte de délégués du personnel — les délégués de « site » — est l'expression d'une certaine vision de la vie sociale, qui a tendance à devenir « éclatée ». Favorable au renforcement du mouvement associatif, la gauche observe cependant qu'un tel phénomène a, dans sa forme actuelle, pour conséquence de structurer une multitude de micro-sociétés dont les membres se bornent à se regrouper au nom d'intérêts catégoriels. Ceux-ci, additionnés, ne forment pas forcément une communauté solidaire. Poursuivie à l'extrême, cette tendance peut effectivement présenter le risque de conduire à une société « éclatée ».

Il s'agit donc moins de la volonté nationale pour la discussion des articles du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel.

A l'article 6, qui prévoit un crédit d'heures pour les délégués syndicaux (le Monde du 29 mai), l'Assemblée adopte un amendement de la commission des affaires sociales stipulant que chaque délégué syndical dispose d'un temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions, celui-ci étant « au moins égal à dix heures par mois ». Elle avait auparavant repoussé un sous-amendement de M. Million (U.D.F., Ain), tendant à supprimer le terme « au moins », dans la mesure où un autre amendement de la commission prévoyait que ce temps peut être dépassé « en cas de circonstances exceptionnelles ». Pour l'opposition, cette double possibilité de dépasser le crédit d'heures est, au moins incohérente, au plus suspecte : le gouvernement, estime-t-elle, se donne ainsi les moyens de dépasser le crédit d'heures, à la fois en temps normal et en cas de circonstances exceptionnelles. Dans ces conditions, demande M. Séguin (R.P.R., Vosges), seront-ils « des circonstances exceptionnelles » ? Un dialogue de sourds s'engage sur ce sujet. M. Coffineau (P.S., Val-d'Oise), rapporteur de la commission, précisant que des négociations pour conclure une grève peuvent exceptionnellement être des circonstances exceptionnelles, l'opposition rétorquant qu'il n'y a pas, alors, de raison de prévoir un dépassement en temps normal. Les propositions de la commission sont cependant adoptées.

Le texte prévoit que le délégué syndical central dispose d'un crédit d'heures de vingt heures par mois pour l'exercice de ses fonctions. A la suite d'une discussion confuse quant aux possibilités ou non de cumul des crédits d'heures, M. Auroux, ministre du travail, affirme que, dans tous les cas, le délégué central, qu'il soit ou non déjà délégué autonome, ne pourra disposer de plus de vingt heures. Il précise, d'autre part, que le crédit d'heures global supplémentaire est attribué à chaque section syndicale appelée à négocier la convention ou l'accord d'entreprise. En un crédit collectif, c'est-à-dire alloué pour tous les représentants de chaque section.

L'Assemblée adopte ensuite un amendement du groupe socialiste ainsi rédigé : « Ce temps est de plein droit considéré comme temps de travail et payé à l'échelle normale. En cas de contestation par l'employeur de l'usage fait du temps ainsi alloué, il lui appartient de saisir la juridiction compétente ». Sur proposition du gouvernement, les députés — ceux de l'opposition ne participant pas au vote — avaient auparavant supprimé la dernière partie de cet amendement qui prévoyait que l'employeur devait « établir que ce temps a été utilisé par le délégué pour des activités syndicales ». Les propositions de la commission sont cependant adoptées.

N.D.L.R. — Cette rédaction avait pour objectif de bien marquer que la charge de la preuve incombait à l'employeur. Une longue bataille juridique a opposé l'opposition au gouvernement et à la majorité sur ce point. Il semble que la thèse du gouvernement soit que, en l'absence

d'unifier à tout prix que d'aider les gens qui, par la force des choses, sont amenés à vivre ou à travailler ensemble, à s'aider eux-mêmes. Dans ces entités spécifiques, le délégué de « site » peut, connaissant les intérêts collectifs, les défendre.

Telle est la théorie. L'approche qui justifie, selon M. Auroux, le souci de ne pas chercher à définir, comme le lui demandait l'opposition, la notion de « site ». Par définition, celle-ci est équivoque.

Comme elle l'avait fait pour les délégués syndicaux, l'Assemblée a commencé à élargir les attributions et les pouvoirs des délégués du personnel. Les dispositions accordant aux premiers un « crédit d'heures » pour l'accomplissement de leur mandat ont donné lieu à une polémique confuse où, de part et d'autre, l'incompréhension rivalisait avec la suspicion. Ce fut d'ailleurs ce climat qui domina les débats du vendredi 29 mai. On cherchait en vain à démêler les responsabilités dans la sombre bataille de procédure qui a opposé — pendant deux heures — la majorité et l'opposition à propos du dépôt et du retrait d'amendements.

De toute façon, cela ne concernait guère les droits des travailleurs. Tout au plus peut-on constater que la gauche ne prête guère attention au formalisme de la procédure parlementaire. Elle a sans doute tort : celle-ci est indispensable au bon déroulement des travaux parlementaires. — L. Z.

de cette dernière partie de l'amendement de la commission, la situation redevient celle du droit commun, ce qui veut dire que la charge de la preuve incombait à l'employeur, soit l'employeur. L'opposition, de son côté, a tenu l'hypothèse qu'en l'absence d'une mention expresse, la charge de la preuve revient à l'État, voire partagée entre l'employeur et le délégué. Mme Sublet (P.S., Rhône) a justifié le sous-amendement du gouvernement en indiquant que la seconde partie de l'amendement de la commission présentait le risque de voir les employeurs renforcer leur surveillance des délégués syndicaux. A cette insécurité concernant la charge de la preuve, s'ajoute une ambiguïté : l'État ou — au moins mineure d'une redondance — le gouvernement s'il n'est pas tenu pour démontrer que le crédit d'heures est, au moins, bien en de dans ?

L'article 7 prévoit que toutes les dispositions du texte relatives au droit syndical des entreprises ne font pas obstacle aux conventions ou accords comportant des clauses plus favorables, notamment « celles qui sont relatives à l'attribution de délégués syndicaux ou de délégués syndicaux autonomes dans tous les cas où les dispositions législatives n'ont pas rendu obligatoire cette institution ». A l'initiative de la commission, l'Assemblée adopte un amendement qui, modifié par le gouvernement, stipule : « Toute limitation ne pourra être apportée aux dispositions relatives à l'exercice du droit syndical par les délégués syndicaux ou délégués syndicaux autonomes que par la loi ». L'Assemblée repousse notamment un amendement de M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) tendant à amputer tout monopole syndical d'échange et notamment celui du syndicat du livre.

### • DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Avec l'article 8, l'Assemblée aborde le titre II du projet de loi, qui regroupe les dispositions relatives aux délégués du personnel. Cet article, modifié par le gouvernement, dispose : « Le personnel élu des délégués dans tous les établissements indus-

triel n'est pas renouvelé si les effectifs de l'établissement sont restés en-dessous de onze salariés pendant au moins six mois. Dans ce cas, le renouvellement interviendra dès que les conditions effectives sont à nouveau remplies, la période de trois ans étant toutefois calculée à partir du début du dernier mandat des délégués du personnel. Dans les établissements employant moins de onze salariés, des délégués du personnel peuvent être institués par voie conventionnelle ».

### • LE DÉLÉGUÉ DE SITE

L'Assemblée adopte ensuite un amendement du gouvernement prévoyant que dans les établissements et organismes mentionnés à l'article 6, occupant habituellement moins de onze salariés et dont l'activité s'exerce sur un même site où sont employés durablement au moins cinquante salariés, le directeur délégué par le gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande des organisations syndicales de salariés, imposer l'élection de délégués du personnel. Cette disposition est relative à l'importance des problèmes communs aux entreprises du site le justifient. Les conditions de ces élections sont définies par accord entre l'autorité gestionnaire du site ou le représentant des employés concernés et les organisations syndicales de salariés. A défaut d'accord, le directeur départemental fixe le nombre et la composition des collèges électoraux ainsi que le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges.

M. Auroux a explicité la notion de « site » en indiquant qu'il s'agit d'un lieu où d'un ensemble « géographique ou matériellement isolé, qui repré-

sente une entité » et dont les entreprises ont des problèmes communs, par exemple de transport, de cantine ou de sécurité. Il peut notamment s'agir d'un centre commercial ou d'un chantier. Les dispositions de cet article seront applicables à la plupart des entreprises nationales.

### • ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS

L'article 9 complète les dispositions du code du travail, qui donnent qualité aux délégués du personnel pour communiquer au comité d'entreprise les suggestions d'amélioration du personnel, en prévoyant une possibilité de communiquer de même nature à l'égard du comité d'hygiène et de sécurité.

Dans les entreprises employant entre cinquante et cent salariés qui n'ont pas de comité d'entreprise, par suite d'une carence, ou ayant un comité d'entreprise mais par lequel le personnel ne peut contractualiser, que celui-ci ne serait pas renouvelé, les attributions économiques du comité d'entreprise sont exercées collectivement par les délégués du personnel. Le gouvernement a précisé que l'Assemblée repousse notamment un amendement du groupe communiste ayant pour objet : 1) de confier aux délégués du personnel la totalité des attributions du comité d'entreprise dans tous les cas où celui-ci n'existe pas, en particulier lorsque l'effectif de l'entreprise est supérieur à cinquante salariés ; 2) de faire disparaître tout contrôle de l'employeur sur cette activité, celle-ci, selon les statuts de cette institution, devant s'exercer avec la même autonomie que celle reconnue au comité d'entreprise.

## M. Odru (P.C.) : aucune mesure sociale n'est prise dans les entreprises nationalisées

Vendredi 29 mai, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, M. Odru (P.C., Seine-Saint-Denis) a rapporté la position du groupe communiste, pour lequel les nationalisations constituent « un premier pas vers une nouvelle politique industrielle répondant à des impératifs : « produire français et produire au service du peuple ».

« Dans la loi, ajoute-t-il, « dans la lettre de mission du premier ministre aux directeurs généraux, cette dimension est reconnue, même si elle n'est pas suivie de nous l'aurions souhaité. En tout cas, ce qui a été adopté doit être appliqué ». Or, depuis quatre mois, explique le député, les principes de direction ne paraissent pas avoir changé. Tandis que les conseils d'administration ne sont toujours pas mis en place, des décisions irréversibles sont prises sur lesquelles les travailleurs ne sont pas plus consultés que par le passé. Tout se discute entre les patrons de groupes et les cabinets ministériels. Pourtant, la nationalisation devrait assurer l'indépendance et le patronat de droit divin. « Les nouveaux P.-I.C. », poursuit M. Odru, au lieu de tenir compte des volontés exprimées par les électeurs et par la majorité parlementaire, affirment leur intention de faire des profits ou de réinvestir en France que si l'État finance, ou encore d'être des salariés, du moment que le gouvernement leur a fait confiance. Est-ce là « produire » autrement ?

M. Odru donne plusieurs exemples à l'appui de ses affirmations, et ajoute : « Nous n'avons pas nationalisé pour que les anciens principes de gestion soient perpétrés. Les travailleurs ont fait confiance au gouvernement qu'il fasse appliquer de nouveaux critères : par les directions des groupes nationalisés ».

Répondant au député communiste, M. Dreyfus, ministre de l'Industrie, rappelle que les conseils d'administration devraient être mis en place « dans les tout prochains jours ». Il ajoute que plusieurs contrats de solidarité ont déjà été signés au sein des groupes nationalisés, et observe : « Si la loi a court terme ne peut pas être appliquée, le gouvernement, de son côté, ne peut pas non plus attendre. Il reste un indicateur de gestion, la bonne santé financière des entreprises doit leur permettre de disposer de capacités d'investissement et de développement. A l'avenir, les programmes d'investissement seront présentés au conseil d'adminis-

tration par les chefs d'entreprise. Les administrateurs qui seront désignés dans ces conseils par les travailleurs auront donc à se prononcer ».

Reprenant la parole, M. Odru déclare qu'il n'est pas satisfait par les réponses du ministre de l'Industrie, et indique notamment : « Aucun texte n'est adopté pour associer les comités d'entreprises aux nouvelles orientations. Aucune loi n'est nécessaire pour permettre aux nouvelles directions de prendre en compte les propositions syndicales. (...) Dans l'attente des réformes, les entreprises nationales ont pu être gérées. Or, la réduction des effectifs se poursuit, tandis que fort peu de contrats de solidarité sont signés et qu'aucune mesure sociale n'est prise ».

## LES POSITIONS DU P.C.F. ET DU M.R.G. SUR LE MODE DE SCRUTIN DES MUNICIPALES

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a, dans une déclaration faite le 29 mai (nos dernières éditions du 29 mai), rappelé pourquoi son parti est attaché au système de la représentation proportionnelle.

M. Laurent estime qu'un scrutin à deux tours avec le maintien de deux listes seulement au second tour « comporte des dangers pour la pluralité » et il propose que soient reconduites partout les équipes municipales d'union de la gauche ainsi que des dernières municipales afin de « conserver et de renforcer sans aucune faille cette union ».

Cette déclaration répond à celle de M. Jean Popen, membre du secrétariat du P.S. (le Monde du 29 mai).

A propos de la position du Mouvement des radicaux de gauche, M. Schwarzenberg, président, nous précise que les services de son mouvement portent sur la préparation du projet de loi concernant le mode de scrutin des élections municipales et, en particulier, sur le mode d'application de la réforme envisagée (cinq mille habitants) jugés très bas.

## L'opposition accentue son harcèlement

(Suite de la première page.)

Il serait abusif de voir à l'origine des tentatives d'insubordination de la gauche des responsables de l'opposition. Avec une belle persévérance dans l'erreur, le gouvernement a, en effet, à chaque fois, sous-estimé l'ampleur que ne pouvaient prendre les débats législatifs.

Pour les projets « Auroux », le constat est évident : on ne réforme pas un droit de délégué syndical sans que les débats ne soient, au moins, de trois semaines, sachant à l'avance que le calendrier est particulièrement contraignant. Mais il est vrai que les milliers d'amendements déposés — surtout par l'opposition — ne facilitent pas la tâche.

Et si les travaux en séance publique ressemblent souvent à ce qu'il est convenu d'appeler du « travail de commission », c'est précisément parce que les groupes R.P.R. et U.D.F. ont refusé de prendre part aux délibérations de la commission des affaires sociales et d'y défendre leurs propositions. Le motif invoqué — la non-constitution d'une commission spéciale — est un peu court : la décision étant prise, la responsabilité de l'opposition était bel et bien de participer aux séances de la commission permanente à qui échoit la maîtrise du travail préparatoire.

Son refus revient à dénaturer la procédure, à changer les règles du jeu. Quand s'ajoute à cela la volonté de ne pas accéder à la discussion, alors, le gouvernement est conduit à se poser la question de savoir s'il faut recourir à des procédures tendant à raccourcir la longueur des délibérations parlementaires.

### Un climat modifié

La question n'est pas nouvelle. Elle a déjà fait l'objet d'un débat à l'hôtel Matignon, il y a quelques jours, c'est-à-dire avant l'ouverture de la discussion parlementaire, le 13 mai. A l'origine de cette hypothèse, un autre débat, celui qui s'est déroulé au sein du groupe socialiste. De nombreux députés, sensibles au souvenir de la réversible adoption des textes sur les nationalisations et la décentralisation, avaient, à l'époque, pressenti et anticipé la situation actuelle : l'opposition procédait à l'obstruction. Ils ont donc en fait la preuve quinze jours ou trois semaines : l'engagement de L. responsable du gouvernement apparaît

alors fondé, compte tenu de l'attitude des travailleurs ».

M. Mauroy, fidèle à la position qu'il avait exprimée en juillet et octobre 1981, s'est montré désolé par une telle suggestion : le Parlement doit pouvoir débattre de la loi, mais il ne faut pas, en tout état de cause, qu'il soit urgent d'attendre.

Or, depuis deux jours, le climat semble s'être insensiblement modifié à l'Assemblée nationale : les suspensions de séance se répètent, l'opposition n'a pas de longues batailles à la fois juridiques et procéduriers. Souvent, elle est fondée à le faire. Elle se heurte pourtant à une attitude constante de la majorité de gauche : manquant parfois d'expérience quant aux rites de la procédure, celle-ci privilégie le fond des textes à leur forme. C'est, fondamentalement, une attitude politique. « Peu importe la façon, pourvu qu'on ait l'ivresse » avait lancé il y a quelques jours — avec humour — Mme Coudane (P.S.), rapporteur du projet sur les libertés des travailleurs. Cette remarque est plus symptomatique qu'il n'y paraît. Force est de rappeler d'autres déclarations, notamment celle de M. Laignel (P.S.) répondant à M. Foyer (R.P.R.) qu'il « a juridiquement tort car il est politiquement « hors-la-loi », ou celle de M. Bêche (P.S.) affirmant : « Moi, le droit bourgeois, je m'occupe des lois ». Politiquement, la gauche a raison : face à des enjeux aussi importants, les querelles de procédure apparaissent bien dérisoires. Il n'empêche : d'abord ce sont aussi des querelles politiques ; ensuite, l'Assemblée nationale vit selon un code — son règlement — que la tradition impose de respecter

scrupuleusement, au risque de s'y noyer.

L'opposition se livre-t-elle de nouveau à l'obstruction ? Faut-il en prendre acte et y mettre fin ? Petit à petit, l'hypothèse du retour à l'article 43-3 reprend quelque actualité. Pour le gouvernement, la question se pose. Sans acuité véritable pour le moment, sans affolement, mais elle se pose. L'opposition a-t-elle depuis peu modifié son attitude, cherche-t-elle à retarder les débats ? Oui. Indiscutablement.

### L'aveu de M. Séguin

Vendredi après-midi, dans les couloirs du palais Bourbon, M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, porte-parole du groupe R.P.R. pour les députés de l'opposition, a résumé les positions des députés de son groupe. L'auteur d'une ambiguïté. L'auteur d'un effet. Pour la première fois depuis la mise en œuvre du scrutin à deux tours, le scrutin, un représentant autorisé d'un des groupes de l'opposition a reconnu explicitement que celle-ci cherche délibérément la provocation : « si le gouvernement recourait à des procédures de type 49-3, cela ne nous déplairait pas ».

Avec complaisance, M. Séguin a expliqué la tactique qui consiste à pousser la majorité et le gouvernement à la « faute politique », c'est-à-dire à engager sa responsabilité. Le but : exploiter politiquement, dans l'opinion publique, la faute faite. On voit bien, en effet, quel profit l'opposition pourrait en tirer. Vieille antienne : le gouvernement a recours à des procédures autoritaires ; il bafoue les droits du Parlement.

M. Séguin n'a donc pas craint de dire, dans les « couloirs », le contraire de ce que lui-même et les autres porte-parole de l'opposition déclarent très officiellement dans l'hémicycle depuis le début de la discussion sur les projets Auroux : qu'ils se livrent à l'obstruction. Ce faisant, le député R.P.R. a également admis que le profit d'aujourd'hui aurait pu être celui d'hier, c'est-à-dire que l'opposition n'aurait pas été mécontente de voir le gouvernement user de cette même procédure à l'occasion du débat sur la nationalisation. Bien sûr, ces « confidences » doivent sans doute être appréciées au second degré : l'effet d'annonce peut avoir pour objectif de conforter les hésita-

### C.H.S. : la formule miracle ?

M. Auroux, ministre du travail, est très content : il croit avoir trouvé la formule miracle à propos du problème des délégués du personnel. C'est la formule miracle : « C.H.S. ».

Cette question a soulevé un débat, depuis plusieurs semaines, entre le gouvernement et la majorité. L'Assemblée nationale, c'est une question de principe. Or, le premier ministre, M. Mauroy, est très satisfait de la formule, les délégués du personnel, c'est une question de principe. Or, le premier ministre, M. Mauroy, est très satisfait de la formule, les délégués du personnel, c'est une question de principe.

M. Auroux assure qu'il est parvenu à une « synthèse » qui devrait « réconcilier » à la fois le premier ministre, la majorité, les chefs d'entreprise et les syndicats : le chef d'entreprise pourra désigner un « certain nombre de personnes à habilités à arrêter les machines en cas de danger. Parmi elles, le C.H.S. (dont les membres seront désignés par les salariés) et des représentants de l'encadrement (désignés par le chef d'entreprise). Cette solution, estime M. Auroux, « transmette » les difficultés politiques et juridiques qu'avait provoquées la formule initiale. Résumons...

triers, commerciaux ou agricoles, les offices publics et ministériels, les professions libérales, les sociétés civiles, les syndicats professionnels, les sociétés mutualistes, les organismes de sécurité sociale, à l'exception de ceux qui ont le caractère d'établissements publics administratifs et les associations ou tout organisme de droit privé, où sont occupés au moins onze salariés, ou, en cas de contestation, les délégués du personnel n'est obligatoire que si l'effectif d'un moins onze salariés est atteint pendant douze mois consécutifs ou non au cours des trois années précédentes. A l'exception du mandat annuel des délégués du personnel, l'insti-

### Au Sénat

## LE FINANCEMENT DU SECTEUR NATIONALISÉ

M. Edouard Bonnetous (g. dém. Yvelines), président de la commission des finances, a interpellé, par une question orale, vendredi 29 mai, au Sénat, M. Jacques Delors sur le financement du secteur nationalisé. Il s'est interrogé notamment sur les moyens financiers qui seront mis à la disposition du secteur nationalisé.

Le ministre de l'économie et des finances a répondu que l'État « remplira son double rôle d'actionnaire et de régulateur du circuit financier. Comme actionnaire, à-t-il précisé, il devra contribuer au renforcement des fonds propres des entreprises, et comme régulateur, il devra financer « l'Etat satisfait » à développer les formes d'appareillage à répondre aux besoins des entreprises ».

## « AMNESTY INTERNATIONAL »

(Groupe 13, 35000 RENNES)

communiqué :

Nous sommes dans nouvelles de

HELEN JOSEPH

mise en liberté surveillée, assignée à résidence à JOHANNESBURG (République Sud-Africaine) sous motif d'occupation. Nous demandons le NON-RENOUVELLEMENT de son ordre de détention qui expire le 30 juin 1982.

**BULICK**

Skyhawk 9 cv.

Jean Charles s.a.

28, rue Claude-Tessier, Paris-19. 524.43.33











Le Monde

culture

CINÉMA

« Les Fantômes du chapelier »

(Suite de la première page.)

Chabrol, pourtant, n'a pas traité ce sujet à la manière hollywoodienne qu'il affectionne. Il n'a pas non plus tellement cherché à créer l'atmosphère sinistre, même si la pluie ruisselle comme à La Rochelle, dans la ville bretonne où il a transposé l'intrigue du roman. Il faut se dégarer du contexte passionnel de la sélection française du Festival de Cannes, où les Fantômes du chapelier fut jugé « indigne » de figurer. Il faut se souvenir que Chabrol a plus d'un tour dans son sac, et un goût profond de la dérision, pour suivre son propos et l'apprécier comme il se doit.

Là où Simonon suggère peu à peu le vrai secret du chapelier, Chabrol a vendu, tout de suite, la mèche. Labbé a tué sa femme, Mathilde, et l'ombre qu'on aperçoit derrière les rideaux, assise dans un fauteuil de la chambre, est un mannequin. Labbé est fou, mais Chabrol prend parti pour une folie qui place le personnage au-dessus d'une humanité médiocre dont les notables (particulièrement Mario David en commissaire de police) sont les têtes de Turcs, et la minable Kachoudas, à la fois épouvanté et attiré par l'étranger, la victime exploitée.

La pièce où le chapelier est le seul à entrer sous prétexte d'apporter de la nourriture et des soins à la paralytique est le théâtre d'un règlement de comptes conjugal, repris comme un rituel, chaque jour. Mais, au dehors, Labbé fait de Kachoudas, le

spectateur privilégié de sa folie. Devant lui il ne dissimule pas, puisque, socialement, il est le plus fort. Le petit tailleur soupçonne seulement en lui l'étranger et ne peut pas agir. Labbé a menacé Kachoudas d'une phrase sibylline, il le narque, il gesticule sous ses yeux, il affirme sa puissance. Le tailleur est, sans le savoir, le double vivant du mannequin claudiné. Ce jeu du chat et de la souris est plus passionnant pour Chabrol que l'enquête sur les raisons des meurtres nocturnes. L'orgueil, l'audace, le cynisme et les démons intérieurs de Labbé placent celui-ci au-dessus de la société provinciale - réduite à des archétypes - dont il fait partie.

Le cinéaste a construit son film (déformé de Simonon, c'est vrai) sur Michel Serrault, acteur extraordinaire, et l'on devine que Chabrol a jugé en le dirigeant ou en le laissant aller. Meurtre hors du commun, Serrault prend à son compte et transmet, par une composition exhibitionniste, ironique ou froidement hypocrite, les sarcasmes de Chabrol à l'égard des pantins de la bourgeoisie. Ce n'est pas nouveau, bien sûr, mais le style du film tient à ce « diable » de la folie bourgeoise poussée jusqu'à la transgression. A la sobriété frileuse de Charles Aznavour, broyé pour s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas et dont la mort est dérisoire, s'oppose l'envahissante présence de Serrault, allant jusqu'à bout des pulsions de Labbé. Les autres interprètes ne sont que des pions sur l'échiquier de Chabrol. JACQUES SICIER.

FORMES

Confrontés à l'absolu

Du Salon des Réalités nouvelles (1), qui pèche plutôt par la surabondance d'envois de qualité finissant par se nuire - un talent peut en cacher un autre, - on retiendra ici les hommages rendus aux confrères disparus : Marcelle Cahn, curieusement révélée aux plus jeunes, Madeleine Greiner, jusqu'à la fin « confrontée à l'absolu », Roger Longuet, Jean Legros, Karl-Jean Longuet, et enfin Jean M. Signovet, qui avait créé la section de gravure de ce Salon, trentenaire du nom.

Tout-Cot ne déçoit pas. Après cinquante-six ans au Salon de travail et de musées profonds, il persiste à coller à la terre et à la transcrire. « Cette terre lourde, légère, foncée, claire, tendue ou s'affaissant, il me la faut comprendre, là est le mystère de la peinture », écrivait-il. Devant un tel avertissement, toute gloire paraît superflue. Qui, dans la dernière maison de ses toiles (2), les étendues monochromes, où l'on sent gonfler l'impétuosité d'un feu intérieur prêt à émerger, se suivent sans se ressembler. Elles ne sont reconnaissables que pour qui en éprouve à l'unisson la vibration spirituelle. Maroon, moutarde, bleu nuit, « dans l'incarnat », et cette marée flavescente d'un champ de colza (Vient mai), elles escortent la marche des heures

et des saisons (Matin, Tombée de jour, Précieuses hivers : aucun titre n'est gratuit). Et localisées ailleurs, au-delà de l'accident qui les vit naître : Corbière (3), Paro, Vers Dieuleft, Vers Frains (chez André du Bouchet), un accident qui, pourtant, en est inséparable.

Après ce peintre de première grandeur, allons-nous aborder les rivages des apparences avec des œuvres plus chatoyantes ? Des simulacres, Johnny Friedlaender ne se soucie guère, lui qui, il y a quelques deux ans, illustrait les Illuminations d'Arthur Rimbaud, toujours visitées ici (3), en avait « fixé les vertiges » : lui qui a, pour ainsi dire, tenté de voir l'invisible avec l'œil du poète. Une fois de plus, Friedlaender, un des maîtres de l'estampe contemporaine, nous enchante avec l'art somptueux et raffiné de ses gravures, où il met un métier confirmé (eau-forte, aquatinte, technique mixte...) au service d'une inspiration sans cesse renouvelée. Aussi bien dans les petits formats (Herbes et petites fleurs), que dans les plus grands (Le Vert, Dans le cercle, L'ombre et son semis de points rouges), formes et couleurs s'épousent, se fondent, vives ou en subtils dégradés, oscillant entre l'éclat et la nuance. En plein réve.

Camille Durez ne s'était encore pas risqué à affronter seule le public. C'est fait (4). Une bouffée de fraîcheur émane de ses peintures, qui toutes, on en est convaincu, ont été engendrées dans la joie. Si elle sait peindre, si elle sait peindre, elle pose une couleur, planter un décor, équilibrer une composition, sans doute est-elle allée à bonne école. Elle peint sans préconception ce qu'elle voit, comme elle voit : ce qui meuble son univers quotidien, intra - et extra - muros.

Iris, dahlias, nymphéas, azalées, tulipes, roses... toute l'explosion florale de Bagatelle, on la retrouve transfigurée par Jean Dubreuil, quasiment sur place, dans la première salle du Trianon, qu'il est grand temps d'honorer d'une tardive visite (5). Sorte d'omnibus entre la nature et la peinture, une nature que Jean Dubreuil - cet artiste à contre-courant peint toujours sur le motif - exige comme tremplin. Dans les autres salles, c'est l'invasion du monde entier : étag de Lavaud, bords de l'Aisne, Irlande, côte Sauvage, soleil d'hiver à Deauville, déferlement du champ d'orge ou des toits de Paris, etc. Présente seulement aux noces de la lumière et de la couleur, aussi fluides l'une que l'autre.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Centre d'art de la rive gauche, 8, rue de Neule.
- (2) Champs, 46, rue de l'Université.
- (3) Galerie de l'Ermitage, 33, rue Henri-Berthou.
- (4) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.
- (5) Trianon de Bagatelle.

BEAUX-ARTS

LE DÉPART DE M. JEAN MUSY

Un choix d'étudiant

M. François Wehrin a été nommé directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSA), au remplacement de M. Jean Musy, qui occupait ce poste depuis 1978 (le Monde du 28 mai).

Jean Musy tombe, renvoyé. Sur ses qualités, il n'y a pas à revenir (le Monde du 26 mai). Sans pour rappeler qu'il était homme de caractère et que, bien que pas suspect de gauchisme, nommé par le gouvernement précédent, il n'avait bénéficié ni d'un grand soutien ni des faveurs du ministère de la culture et de la communication d'alors. Il n'y a pas à lui reprocher de ne pas avoir les compétences de son successeur, François Wehrin, sinon pour souligner qu'il bénéficiera d'entrée de jeu de locaux libérés, restaurés, rénovés, d'une infrastructure prestigieuse à nouveau, dont le défenseur n'aura guère eu le temps d'être l'utilisateur. De l'ordre aussi a commencé d'être mis dans les archives des Beaux-Arts, et ses trésors les plus précieux sont désormais normalement protégés : il ne sera pas difficile d'insérer la « politique » de l'école.

Jean Musy « tombe » alors que l'Exposition Paris-Rome-Athènes vient de s'ouvrir avec le succès que l'on sait, et cette chute fait du bruit. L'opposition et la presse d'opposition ont beau jeu de s'emparer de ce départ : ainsi Pierre Charpy, dans la Lettre de la Nation, qui peut opposer l'intolérance, dont le départ de Jean Musy paraît être la marque, à la « faiblesse » dont l'Etat ferait preuve dans d'autres domaines. Bien jeu puisque le service compétent du ministère de la culture semble se comporter, avec la brutalité qu'on reprochait précieusement aux gérants des deniers culturels avant le 10 mai.

Mépris et brutalité puisque, dans la « réflexion » apparentement conduite sur l'avenir de l'Ecole des beaux-arts, M. Claude Mollard, délégué à la création et aux métiers artistiques, et son équipe n'ont pas cru devoir demander son opinion à celui qui la gère depuis plusieurs années, comme on estimait ne pas devoir répondre à ses lettres. Il est vrai que, deux jours avant l'annonce du départ de M. Jean Musy, on nous disait au ministère qu'une telle mesure n'était pas imminente, que rien n'était fixé.

En matière d'arts plastiques, plus particulièrement d'architecture et de patrimoine, c'est une erreur de croire qu'il puisse y avoir une qualité de gauche et une qualité de droite. Confondre, en 1982, quelques écoles et politiques culturelles, c'est entrer dans le triste jeu des chapelles, faire celui aussi d'académismes petits. Ce sont là des domaines où les bons spécialistes ne sont pas légion, où la qualité passe par la durée (si elle a des allures de l'éternel), où les bonnes idées sont parfois graves et chieuses. La poursuite des archives ni la fraîcheur du béton, pas plus que la vivacité nouvelle ou restaurée de peintures ne peuvent s'accommoder d'une tutelle qui ferait des choix d'étudiant. Les champs de la culture ne suivent pas tous le même rythme, comme la culture, - le ministère doit s'en apercevoir, - n'a pas la même vitesse que d'autres domaines à charge de l'Etat. Si tel ou tel de ses services devait devenir le partisan de tel ou tel courant, de telle ou telle école, de telle ou telle chapelle, sous prétexte de rapidité d'exécution ou de jeunesse, le ministère, malgré l'aura de son ministre, faillirait à son rôle.

FREDERIC EDELMAN.

DANSE

LE THEATRE DU SILENCE A PARIS

La fuite en avant

Traditionnellement accueilli par Jean Mercure, le Théâtre du Silence a présenté les créations récentes d'une compagnie active, sympathique, qui cherche à se renouveler dans une véritable fuite en avant se soldant par environ quarante ballets en dix ans.

Pour y parvenir, Brigitte Lefèvre et Jacques Garnier, transfuges de l'Opéra, n'ont pas hésité, depuis leur installation à La Rochelle, à chercher du côté de la modernité de nouvelles incitations. Mais comme en même temps ils prétendaient ne rien perdre de leur acquis classique, peut-être cette prudence les a-t-elle gênés.

Les ouvrages présentés au Théâtre du Silence souffrent de ce manque de détermination, en particulier Vous avez dit Bazar ? de Brigitte

Lefèvre, ouvrage ambitieux d'une heure un quart. Le départ est bon, grâce à la participation active de Jean-Pierre Drouot et de Karen Fenn et à l'idée même du ballet qui enchaîne des séquences variées proposées par les danseurs. Le plus réussi est une stylisation de flamenco sur des claquements de mains collectifs. C'est la seule à tenir le rythme. Pour les autres, la chorégraphie se dilue dans des recherches de lumières, d'actions théâtrales, de gags où quelques idées intéressantes (le mouvement de course au ralenti, par exemple) sont exploitées jusqu'à l'usure. Sans peut-être en avoir conscience, Brigitte Lefèvre a perdu la danse de vue ; ce ne sont qu'ébauches de pas sacrifiées au désir de faire joli, de faire drôle.

Le Théâtre du Silence propose également des ballets composés pour le troupe par des chorégraphes américains de tendance minimaliste. Pas et par, de David Gordon et Valda Setterfield, est une suite de tableaux humoristiques sur des associations de mots et d'utilisation de la voix. La gestuelle de Gordon est dangereuse à manier, parce qu'elle repose sur une utilisation théâtrale du quotidien (marche, chute, course). Les danseurs ne s'en tirent pas mal, de même qu'ils se battent bien avec les enchaînements surnois et les énergies contrariées de Robert Kovitch dans Autocritique.

Brigitte Lefèvre a toujours en le sens du solo, où elle joue de sa féminité. Dans Traversée, elle navigue à vue, adaptant constamment sa danse aux rythmes contrastés de la musique de Philippe Desombes.

MARCELLE MICHEL.

\* Théâtre de Paris, 20 h. 30, jusqu'au 29 mai.

THEATRE

« LES PHENICIENNES » A STRASBOURG

Le destin revu et corrigé

Michel Deutsch et Philippe Lacoue-Labarthe, en montant les Phéniciennes d'Euripide, ont mis, si l'on peut dire, une dernière main à leur ouvrage, cette recherche unique sur la tragédie : une exploration qui fera date et servira à bien d'autres (1). Entreprise en 1978, leur adaptation au français de l'Antigone de Sophocle, telle que l'avait traduit Holderlin, trouva d'abord sa place à travers les étages désolés d'un ancien entrepôt d'armes incendié. Quelques mois plus tard, il en proposait une deuxième version, donnée celle-là à l'horizontale, au bord d'un canal, entre les murs de briques d'un hangar à pinches désaffecté ouvert sur un paysage de tranquille faubourg. Il restait dans les deux cas en extérieurs, avec la nostalgie pour cadre.

Puis, cette année, Euripide. Comme si la bouche était bouchée, Deutsch et Lacoue-Labarthe ont

réintégré la salle à l'italienne du Théâtre national de Strasbourg. La ruine est désormais décor. Un décor signé Jean Haas : il leur a construit sur le plateau un petit temple, pareil avec ses cariatides attaquées par l'usure à celui de l'Erektion qui jouxte l'Acropole. Le vestige est encadré par un de ces échafaudages utilisés par les restaurateurs de monuments. La nature, autour, où se dessinent les restes d'un théâtre antique, s'efface en carton-pâte. Et le regard est arrêté, au fond, par le mur aveugle du théâtre laissé à nu. Rempart de brique, infranchissable frontière. Cette fois, on est « dedans » : dans les parois du spectacle.

Euripide, lorsqu'il écrit les Phéniciennes vers la fin du cinquième siècle, observe déjà en historien critique. Mis à l'écart pour complicité avec les sophistes, il dispose du recul suffisant pour établir un constat : la

guerre du Péloponnèse - conflit d'hégémonies politiques, d'un type nouveau - a mis fin à la démocratie grecque, à l'ordre d'un monde habité et régi par les dieux. Et, comme si la légende elle-même n'avait plus à tenir debout ni les mythes à garder leur cohérence, Euripide affabule. Il déboulonne la tragédie pour mieux prouver qu'elle n'a plus cours. Il transcrit Eschyle et Sophocle, prend des éléments chez l'un et chez l'autre, recompose son propre puzzle.

Ici, Jocaste ne s'est pas pendue en apprenant que son époux Edipe est son fils ; elle prend part au déroulement inéluctable de la catastrophe et ne se suicidera qu'en toute fin, après avoir assisté, impuissante, au combat fratricide d'Edipe et de Polynece, ses enfants. L'auteur a aussi imaginé de toutes pièces le sacrifice de Ménécée, fils de Créon, imposé pour le salut de la cité par un dieu qui en rajoute. Enfin, Antigone ne mourra pas de résister à la volonté de Créon, mais on la verra partir, dans le rôle de bâton de vieillesse, au bras d'Edipe aveugle, car son père lui aussi attend la consommation de tous les désastres avant de quitter Thèbes, sa retraite désespérée, et le scène. On voit mal cet impotent quasi muet - transformé à Strasbourg en énorme créature de Frankenstein - parvenir même jusqu'à Colone, mais Antigone, elle, n'a pas l'air d'en douter.

C'est Patricia Psaltopoulos, une jeune, très jeune comédienne venue de Lyon, qui a pris la robe safran d'Antigone et la charge d'un destin revu et corrigé. Sa présence formidable d'inattendu - une intensité presque adolescente - n'est pas la seule des belles solennités du spectacle mais la plus surprenante. Michèle Foucher, comme les fois précédentes, apporte à la tragédie sa chimie propre, mais elle a été ici, au contraire, transformée en « ancienne » : dans le rôle de Jocaste, le crépuscule sous sa cape obscure, et sur les épaules le poids des fatalités de sa terre, elle sort du temple - des coulisses - ou s'éclipse comme afin de marquer le tempo de cette suite de malheurs obligés. André Wilms, Créon que l'idée du pouvoir ne rassure pas vraiment, a pris lui aussi des allures d'homme dans la force de l'âge, variation qu'il assure en trouvant à sa voix des gravités supplémentaires.

Il y a encore Bernard Freyd - messenger par qui les événements du dehors arrivent. Car la plupart des événements ont lieu ailleurs, dans les coulisses. L'action est suspendue à une suite de récits qu'amplifie le chœur des Phéniciennes, ces filles de l'Orient elles-mêmes venues de l'extérieur dont le commentaire semble à la fin - devenu vain - s'évanouir. La traduction du texte, refaite complètement par Claude Doublier et Philippe Lacoue-Labarthe, est de celles qui restituent une poésie, et font jouer les sonorités. Les quelques inserts en grec sont là comme pour démontrer que le ton est juste.

MATHILDE LA BARDONNE.

- (1) Un cahier - supplément à la revue T.N.S.-Actualités n° 46 - a été publié ; Deutsch et Lacoue-Labarthe y font le point sur Euripide.

Centre Georges Pompidou  
Cie Les Ateliers/Lyon  
**R.W. FASSBINDER**  
PREPARADISE SORRY NOW  
mise en scène Gilles Chavasseaux  
dernière 2 juin  
tél. 274.42.19

La Procure  
liquide son STOCK\*  
de disques classiques  
et de variétés à  
**50%**  
jusqu'au 7 juin 1982  
\* sauf disques liturgiques et enfants  
\*\* sur les prix habituellement pratiqués  
3, rue de Mézières  
75006 Paris  
METRO ET PARKING SAINT SULPICE

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**AVOIR**  
GÉRARD DEPARDIEU - NATHALIE BAYE  
Le Retour de Martin Guerre  
EN FILM DE DANIEL VIGNE

**VOTRE TABLE CE SOIR**

Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

**DINERS**

LAPEROUSE 326-90-14 et 68-04 51, quai Grands-Augustins, 6. F. dim. J. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F s.n.c. Menu dégustation : 220 F s.n.c., salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.







Chaque jour dans  
**Le Monde**  
ventes dans les  
5°, 6°, 7°, 8°, 15°, 16°  
et 17° arrondissements  
**NEUILLY, BOULOGNE**  
et SAINT-CLOND

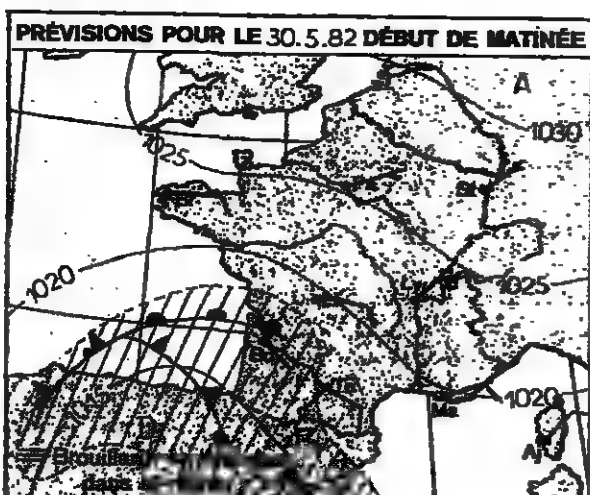
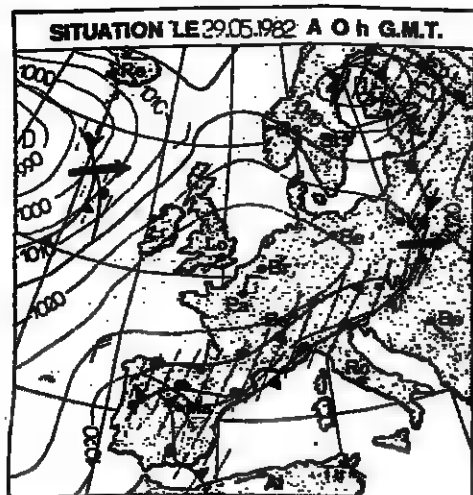
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
abonnés qui paient par chèque (trois volets) voudront le chèque à leur demande.  
engagements d'adresse définitifs (deux semaines ou plus) nommés sont invités à formuler leur demande une semaine au moment de leur départ.  
la dernière bande d'enveloppe correspondance.  
veuillez avoir l'obligeance de nous faire connaître vos adresses pour tous les noms propres des journaux d'imprimerie.

50 ذلحجه 1361



# INFORMATIONS SERVICES

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 29.05.1982 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 30.5.82 DÉBUT DE MATINÉE

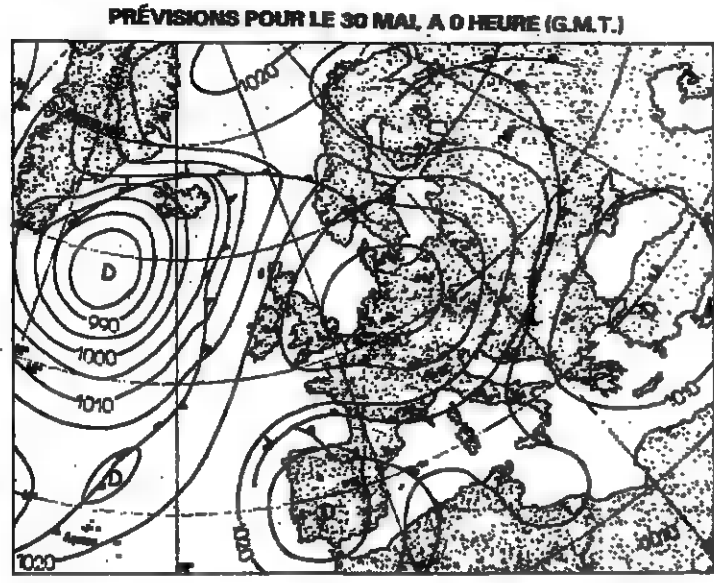
Des conditions anticycloniques favoriseront l'établissement du beau temps, sauf sur les régions occidentales touchées par une zone nuageuse et orageuse venue d'Espagne.

Dimanche, sur le Languedoc et le Roussillon, après dissipation des nuages matinaux, le beau temps ensoleillé reviendra. Des nuages élevés gagneront le ciel dans la journée.

Sur l'Aquitaine et les Charentes, le ciel sera très nuageux dès le matin et des brumes locales se seront formées en fin de nuit. Ces nuages gagneront en cours de journée les autres régions du littoral atlantique (Vendée, Anjou et sud de la Bretagne). Sur les régions concernées, les températures minimales seront de 12 degrés à 15 degrés. Dans la journée, le temps sera lourd et des pluies locales se produiront, ainsi que des orages l'après-midi et le soir. Les températures maximales seront de 23 degrés à 25 degrés. Sur toutes les autres régions, la journée sera très ensoleillée et les températures, parties d'un minimum de 8 degrés du Nord-Est au Centre, 14 degrés sur le littoral méditerranéen, 10 degrés ailleurs, monteront rapidement pour atteindre des maximales de 17 degrés à 19 degrés près de la Méditerranée, 25 degrés à 28 degrés sur les régions méditerranéennes et le sud des Alpes, 23 degrés à 25 degrés ailleurs.

L'après-midi, des nuages élevés gagneront le nord de la Bretagne, la Touraine, l'est du Massif Central et les Pyrénées orientales.

La pression atmosphérique évoluera au niveau de la mer jusqu'à Paris, le 29 mai à 7 heures, de 1 030,1 millibars, soit 772,6 millibars de mercure.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 mai; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 mai):

Alger, 22 et 16 degrés; Amsterdam, 18 et 6; Athènes, 22 et 15; Berlin, 19 et 11; Bonn, 18 et 5; Bruxelles, 18 et 7; Le Caire, 34 et 21; Las Canarias, 22 et 17; Coppenhague, 18 et 9; Dakar, 24 et 20; Djakarta, 28 et 16; Genève, 21 et 12; Héraland, 24 et 15; Lisbonne, 21 et 15; Londres, 21 et 9; Luxembourg, 18 et 9; Madrid, 17 et 12; Moscou, 24 et 14; Nairobi, 24 et 14; New-York, 17 et 13; Palma-de-Majorque, 27 et 15; Rome, 24 et 14; Stockholm, 23 et 9; Tunis, 28 et 17; Toulon, 23 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3199

#### HORIZONTALEMENT

I. Plus on la pousse, plus elle tire. Crouse la mine, lentement, mais sûrement. — II. Sa richesse ne l'empêche pas de vagabonder. Bien défini. — III. Démonstratif. L'un est répugnant, l'autre est agréable. Anneau d'une chaîne souvent longue, mais non indestructible. — IV. Individus. Crée une association. Produit du plus grand nombre. — V. Manipulation. Un peu calme. — VI. On ne la voit plus sur les routes maritimes. — VII. Capitaine de silhouette toujours. — VIII. Même morte, elle peut être l'objet d'une exécution. — IX. La des desespoirs. Possessif. — X. Reconnu complètement. — XI. Affaires. Époque pendant laquelle on se désargentait. — XII. Préco. Copulative. Protection contre les pépins. — XIII. Pennes capitales pour ceux qui. — XIV. Arme stratégique. Sur quoi. — XV. Philistins s'attaquant à Samson. — XVI. Des skieurs n'hésitent pas à sa blancheur. Légume à cosse pour menu peu cossu. Reine par un dauphin. — XVII. Personne ne peut l'ouvrir seul. La proie pour l'ombre. — XVIII. Une politique d'égalité. — XIX. Prince qui prit son père pour un ballot. Support. — XX. Bombe ou militaires. — XXI. Recouvrement. — XXII. Bateau quand il est censé. — XXIII. Une absorption de son blanc est de nature à faire passer le goût du muscadet. Le boucher du Prince Noir. Des gens tenant leurs dents se demandent comment ils ont pu la perdre.

1. 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

XII

XIII

XIV

XV

#### Solution du problème n° 3198

Horizontalement

I. Vidangeur. — II. Tête. — III. Niel. — IV. Tête. — V. Ste. In. — VI. Doucement. — VII. Errements. — VIII. M. — IX. IE. Eure. — X. Fleur. — XI. Ode. Reps.

Verticalement

1. Vénus. — 2. Ici. Torse. — 3. Docteur. FE. — 4. Alés. Ce. — 5. Ni. Thème. — 6. Gène. Meneur. — 7. Érie. Nature. — 8. In. — 9. Relents. Ers.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

### DES DÉCRETS

● Pris pour l'application des articles 4 et 5 de l'ordonnance relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et qui concerne l'admission sur le territoire français.

● Abrogation et modification diverses dispositions relatives au séjour des étrangers en France.

● Portant publication des amendements aux annexes A et B à l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.).

## PARIS EN VISITES

### MARDI 1<sup>er</sup> JUIN

● L'Opéra, 13 h 15, hall d'honneur. M. Allaz.

● Musée des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Musée Hinc.

● Chapelle de l'abbaye de Fontenay, 14 h 15, rue de Grenelle, M. Bouquet des Chaux.

● Musée National, 15 h, 58, rue de Valenciennes, M. Légras.

● Maison de Balzac, 15 h, 47, rue Raymond (Approche de Paris).

● Hôtel de Ville, 15 h 30, devant la porte (Commission d'ici et d'ailleurs).

● Centre Beaubourg et Saint-Merri, 15 h 30, rue Saint-Martin (Paris et son histoire).

● Le Marais, 15 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

● Saint-Germain-des-Près, 15 h 30, rue Maitland (Le Vieux Paris).

## CONFÉRENCES

20 h 30 : 26, rue Bergère, M. J. Dubuis : « Les sources et les... » (L'Homme et la civilisation).

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Directeur : Jacques Favot, directeur de la publication. Claude Julien.

Reproduction interdite sans accord préalable de l'administration. Paris-10. ISSN : 0014-1801.

## Le réseau national de vidéotax sera mis en service en octobre prochain

Le réseau national de vidéotax sera mis en service en octobre prochain, a annoncé le 29 mai les responsables de la direction générale des télécommunications (D.G.T.) qui avait réuni à Paris plusieurs centaines de professionnels in-

Cette mise en service, destinée à appuyer la nouvelle priorité donnée, depuis le changement de majorité, aux applications professionnelles et à la télématique, présente un double aspect :

1<sup>er</sup> A partir d'octobre, des terminaux de vidéotax (les « minitel ») seront disponibles en location, pour 70 francs par mois, l'ensemble des services commerciaux des entreprises et des télécommunications, sous un délai d'attente maximum de trois semaines. Les terminaux pourront, éventuellement, être loués par tiers, par exemple par un équipementier d'information pour équiper lui-même ses clients. Dans les zones géographiques où l'annuaire téléphonique électronique va être mis en place, le coût de location du terminal est inclus dans l'abonnement téléphonique normal.

2<sup>e</sup> Parallèlement va être mis en service, sur l'ensemble du territoire, le réseau de vidéotax proprement dit qui trouvera sa place entre le réseau téléphonique, les terminaux Tété et le réseau public de transmission des données Transpac, sur lequel pourront être connectés les ordinateurs « serveurs » des entreprises et des administrations.

Ce dispositif permettra à l'utilisateur, détenteur d'un terminal Tété loué aux P.T.T., ou directement acquis auprès de constructeurs (1), de dialoguer avec un ordinateur. L'utilisateur n'aura à payer en outre de communication qu'une taxe de base correspondant à la liaison avec un point d'accès local (sur l'ensemble du territoire par un numéro de téléphone unique).

Le fournisseur de services, de son côté, supportera les coûts totaux de télécommunication qui, du fait du transit par Transpac, sont indépendants de la distance. Ces coûts s'établiront à 14 centimes hors taxes par minute de communication, plus 6,6 centimes hors taxes pour un millier de caractères (un millier de caractères équivalant à un écran vidéotax). Dans les années qui viennent, ce système de paiement par l'appel sera progressivement remplacé par un système de paiement par l'appelant.

D'une manière générale, la D.G.T. n'entend pas intervenir pour la taxation des services professionnels. M. Henrot, directeur des affaires commerciales et télématiques à la D.G.T., a indiqué que, dans la période intermédiaire, et en attendant la généralisation des systèmes de paiement à type « à la minute », la D.G.T. sera « doute aménagé, à la demande de certains prestataires d'informations, à faciliter la solution des problèmes d'incorporation en faisant tourner le compteur téléphonique de l'utilisateur ».

Les responsables de la D.G.T. soulignent que le réseau de vidéotax qui offrira, à la fin de cette année, mille accès simultanés, permet des liaisons téléinformatiques « simples, normalisées et très bon marché ». L'administration qu'en plus les terminaux de vidéotax, le cadre de l'annuaire téléphonique, les installateurs d'ici à la fin de l'année environ 20 000 et, d'ici à 1983, de 80 000 à 100 000 minitel.

## PARIS EN VISITES

### MARDI 1<sup>er</sup> JUIN

● L'Opéra, 13 h 15, hall d'honneur. M. Allaz.

● Musée des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Musée Hinc.

● Chapelle de l'abbaye de Fontenay, 14 h 15, rue de Grenelle, M. Bouquet des Chaux.

● Musée National, 15 h, 58, rue de Valenciennes, M. Légras.

● Maison de Balzac, 15 h, 47, rue Raymond (Approche de Paris).

● Hôtel de Ville, 15 h 30, devant la porte (Commission d'ici et d'ailleurs).

● Centre Beaubourg et Saint-Merri, 15 h 30, rue Saint-Martin (Paris et son histoire).

● Le Marais, 15 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

● Saint-Germain-des-Près, 15 h 30, rue Maitland (Le Vieux Paris).

## CONFÉRENCES

20 h 30 : 26, rue Bergère, M. J. Dubuis : « Les sources et les... » (L'Homme et la civilisation).

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Directeur : Jacques Favot, directeur de la publication. Claude Julien.

Reproduction interdite sans accord préalable de l'administration. Paris-10. ISSN : 0014-1801.

## FRANÇAIS CONTRE CANADIENS A NEW-YORK

### Bataille pour un métro

Les fabricants français de matériel métro viennent de se réunir à New-York pour la première fois au New-York Metropolitan Transit Authority (M.T.A.) à huit heures vingt-cinq heures pour la session urbaine et suburbaine de la ville (le Monde du 22 mai), le plus important conseil jamais signé en Amérique du Nord par une régie de transports en commun.

Jusqu'au dernier instant, les négociateurs du Francorail ont manifesté un optimisme raisonné. Les propositions n'étaient pas définitives, mais elles ont été acceptées par les techniciens du M.T.A. Il s'agit d'un avantage de pouvoir être livré rapidement. Les prix de départ sont équivalents, au moins de 10 à 15 millions de francs. Quant au paiement, il ne présente guère de difficulté : on se rend compte que le M.T.A. n'est pas une entreprise française, mais une entreprise américaine qui a donné un bon coup de main à la disposition des montages financiers particulièrement échevillés.

Enfin, l'a, malgré tout, emporté le « oui » à prix élevé. Les proportions sont que les investisseurs français ne peuvent pas faire face à la situation financière en péril — l'écart final n'étant malgré tout que de 1,35 %. Nul ne veut connaître les détails de la Franco-Belge. De plus, le M.T.A. n'enlève à une part de travail plus importante à l'industrie américaine que la réalisation du programme Bombardier, qui est

James Sarazin.

## Faits et projets

### ACCORD SUR LES SALAIRES ET LES CONGÉS DANS LA MARINE MARCHANDE

Les organisations syndicales représentatives des marins et officiers et le syndicat des armateurs ont parvenus le 29 mai à un accord sur le travail, le salaire, le minimum de travail, le minimum de repos, le minimum de congé, le minimum de congé supplémentaire par mois d'embarquement pour les marins et les officiers, l'exception du congé du transport pétrolier (trois quarts de journée supplémentaires de congé).

Cet accord qui écarte la menace d'une grève dans la marine marchande intervient après des négociations tripartites entre le ministère de la mer, les armateurs et les organisations syndicales de marins et d'officiers (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.). Il prévoit un jour de congé supplémentaire par mois d'embarquement pour les marins et les officiers, l'exception du congé du transport pétrolier (trois quarts de journée supplémentaires de congé).

A partir du 1<sup>er</sup> juin, ajoute le syndicat des armateurs, les congés et repos sont portés par l'embarquement à 17,75 jours pour les équipages de bateaux naviguant au long cours et à 16,75 jours pour les caboteurs pétroliers.

Les salaires sont en outre majorés de 10 % à partir du 1<sup>er</sup> juin.

## LES STOCKAGES DE GAZ EN LOIR-ET-CHER

Trois mois après avoir abandonné, en raison de la mauvaise qualité du terrain, les projets de stockage de gaz sous le massif forestier de Marchenoir (Loir-et-Cher), Gaz de France a entrepris de nouvelles recherches dans ce département, qui dispose déjà de Chémery, l'un des plus grands réservoirs de gaz d'Europe (3 milliards de mètres cubes).

Les recherches de forages sont effectuées, d'une part à Sologny, d'autre part, dans la vallée du Cher, à la limite du Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire.

Gaz de France, qui a déjà deux réunions d'information pour les locaux, a promis que cette information continuerait auprès de l'ensemble de la population au fur et à mesure de l'avancement des recherches. — (Corresp.)

Porte de Versailles : les nuisances des expositions. — Les riverains du Parc des Expositions de la porte de Versailles se sont groupés au sein d'une association pour :

« Faire prendre conscience à la Direction du Parc et aux autorités publiques qu'il est urgent de faire appliquer certains arrêtés municipaux non respectés et de trouver des solutions pour assurer la sécurité et la tranquillité des riverains ».

2, rue Claude-Matrat, 92130, Issy-les-Moulineaux.

## 1<sup>er</sup> JUIN : HAUSSE DES TARIFS POSTAUX

Le Journal officiel publie les décrets portant sur les tarifs postaux. Au 1<sup>er</sup> juin, le tarif de la lettre, au moins de 20 grammes, est porté à 1,80 F. Celui du pli simple, au moins de 100 grammes, est porté à 1,60 F. La hausse moyenne, qui est de 13 %, s'applique aux autres services postaux, services financiers (mandats), services aériens.

Voici quelques exemples du nouveau tarif :

1<sup>er</sup> régime intérieur : pli urgent, 1,60 F; lettre recommandée, 1,20 F; paquet poste de 4 kilogrammes, 12,10 F.

2<sup>e</sup> régime international : lettre de moins de 20 grammes, 2,60 F; petit pli, 1,40 F; kilogramme, 14,20 F.

Le ministère P.T.T. rappelle que, depuis le 15 mai 1978, le tarif de la lettre n'a augmenté que de 30 %, alors que les prix à la consommation ont augmenté, depuis lors, de 61 % et ceux des services de 62 %.

## CORRESPONDANCE

### Marée noire et bonnes rouges

Dans l'article relatant l'ouverture du procès consacré à la marée noire due au naufrage de l'Amoco-Cadiz, (le Monde du 4 mai) nous faisons allusion à un procès international opposant les pêcheurs à la société italienne Montedison accusée de déversement de boues rouges en Méditerranée. Jean-Paul Karsenty, avocat en France de la Montedison, nous apporte les précisions suivantes : « Contrairement à ce que l'on pense, l'article, les pêcheurs corses n'ont pas obtenu satisfaction. Les juridictions ont ordonné une expertise actuelle confiée au professeur Drach et à Heme. Ces experts devront déterminer si les rejets de la société Montedison étaient toxiques et si les pêcheurs ont subi un préjudice. Ils n'ont pas, ce jour, déposé leur rapport. La Montedison a toujours considéré que les déversements qu'elle a effectués en dehors des zones territoriales n'ont jamais pollué la Méditerranée. »

LE MONDE  
chaque jour à la disposition  
des lecteurs des rubriques  
d'annonces immobilières  
et peut-être  
L'APPARTEMENT  
VOUS EN FAITES-VOUS ?



Le Monde

# économie

SOCIAL

LE 39<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA C.F.D.T.

## Demi-victoire pour la ligne d'Edmond Maire : les délégués fixent des limites au partage du travail et des revenus

Le 39<sup>e</sup> congrès de la C.F.D.T. s'est achevé, le 29 mai, par la votation d'une résolution générale définissant la politique d'action pour les trois ans à venir. Ce texte a été plus largement approuvé que le rapport des activités (14 225 pour et 12 510 contre). M. Edmond Maire, cinquantenaire et un an, a été réélu secrétaire général à l'unanimité des trente-neuf membres du bureau national.

Metz. — Pour les trente-neuvièmes congrès de la C.F.D.T., M. Edmond Maire avait formulé ce reproche à M. Mitterrand il y a plus de dix ans : « Les militants du mouvement ouvrier ne sont pas des militants du mouvement ouvrier ». Cette phrase, qui était devenue une citation, a été reprise par le secrétaire général de la C.F.D.T. pour introduire son rapport.

À l'issue d'un débat vif et plus houleux que les précédents, le congrès a adopté une résolution générale, stipulant qu'en cas de réduction de la durée du travail, la compensation doit être intégrale jusqu'à deux fois le SMIC (soit jusqu'à 7 800 F, a été adopté). Justesse par dix mille neuf cent dix-neuf voix contre six cent quatre-vingt-neuf. Mais, sept abstentions.

La résolution sur la compensation est la suivante : « La compensation doit être intégrale jusqu'à deux fois le SMIC (soit jusqu'à 7 800 F, a été adopté). Justesse par dix mille neuf cent dix-neuf voix contre six cent quatre-vingt-neuf. Mais, sept abstentions.

Ce débat de la position confédérale a été l'occasion d'un échange de vues entre les délégués de la C.F.D.T. et ceux de la C.G.T. et de la C.F.I.O. Les délégués de la C.F.D.T. ont été très nombreux à se prononcer en faveur d'une compensation intégrale. Ils ont été soutenus par les délégués de la C.G.T. et de la C.F.I.O. Les délégués de la C.F.D.T. ont été très nombreux à se prononcer en faveur d'une compensation intégrale. Ils ont été soutenus par les délégués de la C.G.T. et de la C.F.I.O.

Les nouvelles solidarités. M. Edmond Maire a insisté sur la nécessité d'une compensation intégrale jusqu'à deux fois le SMIC. Il a souligné que la C.F.D.T. ne pouvait pas se contenter d'une compensation partielle. Il a appelé à une solidarité plus grande entre les différents syndicats.

### LES NOUVEAUX

Quatre nouveaux membres ont rejoint la commission exécutive de la C.F.D.T. : M. Jean-Paul Jacquier, nouveau responsable du secteur politique revendicatif ; M. Jean-Paul Jacquier, nouveau responsable du secteur politique revendicatif ; M. Jean-Paul Jacquier, nouveau responsable du secteur politique revendicatif ; M. Jean-Paul Jacquier, nouveau responsable du secteur politique revendicatif.

postes qu'il occupe depuis septembre 1971. Le nouveau bureau national (qui comprend dix femmes sur trente-neuf membres, neuf à plus que le précédent et huit à moins) a élu à sa tête M. Edmond Maire (action sociale, cadre de vie), Jacques Chérèque (action sociale, cadre de vie), Jacques Chérèque (action sociale, cadre de vie), Jacques Chérèque (action sociale, cadre de vie).

### De notre envoyé spécial

La résolution sur la compensation a été adoptée à l'unanimité. Elle stipule que la compensation doit être intégrale jusqu'à deux fois le SMIC. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité. Elle stipule que la compensation doit être intégrale jusqu'à deux fois le SMIC.

### MINI SCANDALE

Un débat très vif a eu lieu sur la compensation. Les délégués de la C.F.D.T. ont insisté sur la nécessité d'une compensation intégrale. Les délégués de la C.G.T. et de la C.F.I.O. ont soutenu cette position.

Les délégués de la C.F.D.T. ont été très nombreux à se prononcer en faveur d'une compensation intégrale. Ils ont été soutenus par les délégués de la C.G.T. et de la C.F.I.O.

tion), Albert Mercier (société, liberté) et quatre nouveaux membres : Mme Nicole Notat (éducation), MM. Jean Kaspar (politique revendicative), Pierre Héritier (emploi) et Jean-Paul Jacquier (action sociale). Une bataille très serrée d'amendements sur la non-compensation intégrale des salaires en cas de réduction des horaires s'est déroulée par une demi-victoire de la thèse confédérale en faveur de la solidarité.

Le débat sur la compensation a été très vif. Les délégués de la C.F.D.T. ont insisté sur la nécessité d'une compensation intégrale. Les délégués de la C.G.T. et de la C.F.I.O. ont soutenu cette position.

La C.G.T. propose la création de conseils d'atelier à l'E.D.F.-G.D.F. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

La Fédération C.G.T. de l'énergie a été créée. Elle a pour but de défendre les intérêts des salariés du secteur de l'énergie.

### ÉTRANGER

#### LA PRÉPARATION DU BUDGET AMÉRICAIN

Cinq anciens secrétaires au Trésor s'inquiètent des conséquences « catastrophiques » d'un déficit excessif.

Les secrétaires au Trésor des États-Unis ont exprimé leur inquiétude face au déficit budgétaire croissant. Ils ont appelé à une action plus vigoureuse pour réduire les dépenses.

APRÈS L'ACCORD SUR LES ÉLECTIONS

## Le travail doit reprendre le 1<sup>er</sup> juin chez Citroën

Un dernier obstacle à la reprise du travail chez Citroën a été levé. Après cinq heures de négociations, sous la présidence de M. Paul Malaval, mandataire de justice, les syndicats et la direction ont mis au point un protocole d'accord sur l'organisation des élections professionnelles à l'usine d'Antony-sous-Bois, prévues pour le 22 juin. Le reste de la direction d'accorder un crédit spécial de dix heures aux candidats aux élections pendant la période qui précède le scrutin doit encore être soumis à l'arbitrage de M. Malaval. Le jour des élections, les chaînes seront ralenties de 3 % pendant la journée, et de 15 % pendant les heures d'ouverture des bureaux de vote. D'autre part, la direction a fait savoir qu'elle n'aurait pas de problème de main-d'œuvre pour le 1<sup>er</sup> juin à partir de 16 heures. Le conflit avait commencé le 22 avril en raison de la débauche de main-d'œuvre.

### AFFAIRES

#### LA RÉVISION DU CONTRAT ENTRE THOMSON ET L'U.R.S.S.

##### Un virage « atlantiste » ?

Le ministère de l'Industrie a apporté des précisions sur les raisons qui ont conduit le gouvernement français à demander la révision de certains clauses du contrat de coopération entre Thomson et l'Union soviétique, portant sur la fourniture d'une série de centrales téléphoniques. Le contrat, qui avait été signé en 1971, prévoit la fourniture de 100 centrales téléphoniques à l'Union soviétique. Le gouvernement français a demandé la révision de certaines clauses du contrat, notamment celles relatives à la fourniture de pièces détachées et de services de maintenance.

réalisées pour une reprise du travail chez Citroën. Les syndicats ont accepté de reprendre le travail le 1<sup>er</sup> juin à partir de 16 heures. Le conflit avait commencé le 22 avril en raison de la débauche de main-d'œuvre.

### AFFAIRES

#### LA RÉVISION DU CONTRAT ENTRE THOMSON ET L'U.R.S.S.

##### Un virage « atlantiste » ?

Le ministère de l'Industrie a apporté des précisions sur les raisons qui ont conduit le gouvernement français à demander la révision de certains clauses du contrat de coopération entre Thomson et l'Union soviétique, portant sur la fourniture d'une série de centrales téléphoniques. Le contrat, qui avait été signé en 1971, prévoit la fourniture de 100 centrales téléphoniques à l'Union soviétique. Le gouvernement français a demandé la révision de certaines clauses du contrat, notamment celles relatives à la fourniture de pièces détachées et de services de maintenance.

Chômage, en

IV - Paris

500 000 000 000



## CONJONCTURE

### Chômage, croissance et inflation

#### IV. — Pour l'emploi, maîtriser nos prix

par JACQUES MÉRAUD

Dans ses trois précédents articles (« Le Monde » des 27, 28 et 29 mai), Jacques Méraud, inspecteur général de l'INSEE, membre du Conseil économique, et social, s'interrogeait sur les moyens de réduire le chômage, et arrivait à la conclusion que la seule solution vraiment efficace était une croissance plus forte, et que celle-ci était impossible sans une meilleure maîtrise de nos prix.

Ce qui nous préoccupe ici, plus que le niveau de nos prix, c'est leur évolution. En effet, les niveaux relatifs des prix entre pays sont en principe équilibrés par la fixation des taux de change. Si, à partir d'équilibre, nos prix montent durablement plus vite que ceux des autres, l'équilibre est rompu : il nous faut dévaluer. C'est ce que nous avons fait en octobre 1981 dans le cadre du système monétaire européen. Si depuis cette date les choses se passent comme nous l'espérions, nous aurons augmenté nos partenaires comme ceux des autres, et si nos prix n'ont pas augmenté plus vite que les leurs, nous aurons évité la dévaluation, et nous aurons évité la hausse des prix par la hausse des salaires.

Quels moyens prendre alors ? Le temps presse, car la hausse de nos prix continue d'augmenter au même rythme, alors que celle de nos partenaires se ralentit. Sans doute les causes sont multiples, mais nous ne pouvons pas attendre que nous courrons ainsi au-devant de la hausse des prix par la hausse des salaires, beaucoup plus forte que celle de nos partenaires. Plusieurs facteurs ont joué dans le sens de cette hausse de nos prix : l'augmentation des coûts unitaires au cours des années récentes ; d'abord, dans certaines entreprises, la hausse de la production, c'est-à-dire la hausse des coûts unitaires ; ensuite, l'augmentation des prix monétaires des matières premières et de l'énergie, exprimés en dollars, le relais étant par la hausse des coûts unitaires ; enfin, la progression des salaires eux-mêmes.

Parmi ces facteurs, beaucoup n'ont pas joué qu'en France. Et, cependant, il est des pays, comme l'Allemagne fédérale, le Japon ou les Pays-Bas, où les prix ont monté beaucoup moins que chez nous. Il est vrai que dans d'autres, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, ils ont monté davantage. Mais la tendance la plus récente est au ralentissement presque partout, nettement plus qu'en France.

#### Vers une double décélération

Il ne faut pas en tirer simplement la conclusion que la hausse des salaires est « la cause » de la hausse des prix. Car on peut en tirer tout aussi bien la conclusion que la hausse des salaires est « la conséquence » de la hausse des prix. Les observations des sociologues viennent d'ailleurs confirmer les résultats de l'analyse économique : une enquête lancée par le CERC pour voir comment les Français se représentaient les mécanismes de formation des prix a montré que, parmi les causes d'augmentation des prix, l'opinion dominante était que la hausse des salaires provoquait la hausse des prix.

C'est cette relation complexe que l'on exprime en parlant de la « spirale prix-salaires ». Certes, il ne faut pas oublier les revenus non salariaux. Ceux-ci ont trop augmenté en France courants. Mais leur évolution est directement liée à celle des prix et des salaires : maîtriser les uns et les autres, c'est maîtriser les revenus non salariaux. Comment alors ne pas rêver d'un arrêt du processus en spirale qui lie salaires et prix ? Un accroissement des salaires de 15 % avec une hausse des prix de 13 % ne procure pas plus de progression du pouvoir d'achat qu'une augmentation des salaires de 7 % accompagnée d'une hausse des prix de 3,5 %. Comment enclencher une double décélération des prix et une déstabilisation conjuguée des salaires ? Quelle part de l'évolution de chaque salaire individuel doit être déduite de la productivité de l'économie dans son ensemble, quelle part à la productivité spécifique de l'entreprise, quelle part à la carrière de l'individu ?

Les réponses sont à trouver. Elles apparaissent au premier abord, mais elles sont complexes, politiques et sociales. Encore fallait-il, en posant les questions, faire mesurer l'urgence de leur recherche des réponses. Est-ce utopique ? Ne peut-on espérer une telle recherche de la part d'hommes qui déclarent croire à la possibilité pour l'homme de maîtriser l'économie ? Faudrait-il au contraire se résigner à faire une confiance aveugle à des mécanismes eux-mêmes aveugles et laisser les prix se balancer, ou se lancer dans une « fuite en avant » qui ne serait pas moins suicidaire ?

Enfin, sur le fait qu'il ne s'agit pas de suggérer la déstabilisation du pouvoir d'achat des salaires, ou plus sa stagnation, ou plus encore sa réduction. Et il en va de même pour les autres

revenus. Il s'agit au contraire de soutenir la demande, donc le pouvoir d'achat. Mais il faut ralentir progressivement et considérablement la hausse des revenus en France courants. Cet effort ne dispenserait pas de ceux à entreprendre par ailleurs en vue du réajustement de nos échanges extérieurs, mais il en conditionne le succès.

Depuis, au-delà du court terme, où les équipements en place et les candidats actuels à un emploi permettraient de faire face sans difficulté à une demande accrue de biens et de services, une croissance durablement plus forte se heurterait vite à l'insuffisance des investissements et à la relative inadéquation des demandes d'emploi aux offres à venir.

Or, une reprise de l'investissement suppose non seulement des perspectives de débouchés — celles-ci en sont la condition première — mais aussi des moyens de financement. Une part peut être fournie par des crédits bancaires sur ressources monétaires. Mais cette part ne saurait sans risques dépasser certaines limites. La majeure partie du financement des investissements doit venir des bénéfices des entreprises et de l'épargne des particuliers, principalement de ceux à revenus élevés. Cette observation invite à une certaine prudence devant la tentation de trop réduire les résultats d'exploitation des entreprises (le problème de l'attribution de l'autofinancement est un autre problème) comme de trop comprimer les revenus disponibles des particuliers aisés. C'est en fait toute une stratégie de financement de notre croissance qu'il faut envisager, articulée autour de la consommation et du développement de l'investissement, c'est-à-dire conciliant la préoccupation d'une plus grande solidarité avec la nécessité, à long terme, même pour la réalisation de la première, d'un plus grand dynamisme de l'appareil économique.

Le Plan peut être le lieu d'élaboration d'une telle stratégie, assortie d'un calendrier.

Formation et reconversion

Encore faut-il que les emplois que l'on crée trouvent des titulaires. Apparemment, avec deux millions de chômeurs, ce devrait être facile. Mais il ne faut pas, là, non plus en rester à une vue générale. Il faut que le métier et la localisation des candidats à un emploi correspondent aux offres. Or, la proportion de chômeurs par secteur salariale est très mauvaise. Beaucoup d'un métier à l'autre. Fin septembre 1981 elle était, par exemple, de 40 % pour les dessinateurs en bâtiment et les aides-comptables, 40 % pour les vendeurs, 20 % pour les secrétaires, dactylos et sténo-dactylos (il y en avait quatre-vingt mille en chômage), 14 % pour les peintres en bâtiment, 12 % pour les chauffeurs de véhicules automobiles (soixante mille chômeurs) et les électriciens, 10 % pour les mécaniciens et les plombiers, 8 % pour les bouchers-charcutiers, 5 % pour les ouvriers du papier-carton, 3 % pour les agents techniques et les techniciens industriels (dont beaucoup dans des entreprises durables). Le manque de certains personnels pourrait ainsi coïncider avec un fort chômage pour d'autres métiers, en général moins qualifiés.

De même, l'ajustement géographique entre offres et demandes d'emploi devient vite difficile, surtout pour les métiers industriels qualifiés, dès que la conjoncture s'améliore : quand, au deuxième semestre 1979, le bâtiment et les travaux publics ont connu une certaine reprise conjoncturelle, les entreprises avaient du mal à recruter du personnel qualifié dans certaines régions, alors que dans d'autres le chômage pour les mêmes métiers était important (il y avait à l'époque au total cent vingt mille demandes d'emploi non satisfaites dans le bâtiment et les travaux publics).

C'est dire qu'il faut poursuivre et amplifier l'effort engagé en matière de formation professionnelle et de reconversion de chacun. Pour cela il faudrait disposer d'une prévision à moyen terme des besoins en personnel selon le métier, qui devrait être liée à celle des besoins des entreprises et des services marchands et non marchands. Il faudrait aussi que les entreprises, avec l'aide des pouvoirs publics, multiplient et diffusent les expériences d'amélioration des conditions de travail : la désaffection des jeunes pour tel ou tel métier leur saurait être profitable.

Le développement de la concertation entre pouvoirs publics, chefs d'entreprise et représentants des salariés au niveau de chaque bassin d'emploi, grâce notamment à la création des « comités locaux de l'emploi », devrait aller dans le sens d'un meilleur ajustement des offres et des demandes. Mais, avant cette concertation, sera bénéfique si, par une meilleure information mutuelle, elle permet

de réduire le temps de recherche d'un emploi par les salariés, et par conséquent à chaque instant le nombre des chômeurs en attente, autant elle serait nuisible à moyen et long terme si elle visait davantage à maintenir le statu quo le plus longtemps possible plutôt que d'organiser avec certitude le suivi des aspects humains du problème, l'adaptation et la mobilité — professionnelle et géographique — des salariés au progrès.

Nous voici au terme d'un cheminement lent, partant de la question « Comment réduire le chômage ? », nous a conduit à la réponse : « Il faut maîtriser nos prix ». Certes, il faut essayer de tirer parti, de façon souple et diversifiée, des possibilités qu'offrent les récentes dispositions gouvernementales visant au partage du travail, toutes les fois que leur mise en œuvre ne risque pas de diminuer la production ou d'accroître les coûts ; pour certains postes on pourra réduire fortement les horaires, pour d'autres recourir au travail à mi-temps. Mais il faudra éviter toute mesure générale et ne pas se faire trop d'illusions : ce qui sera techniquement possible et financièrement supportable sans inflation ne sera pas pour faire reculer sensiblement et durablement le chômage.

Le seul moyen d'atteindre ce but sans éveiller une croissance plus forte. Or, dans l'environnement international où nous sommes (demande intérieure faible chez nos partenaires et concurrence sévère de leur part), nous ne pourrions progresser plus que la hausse de nos prix au voisinage du système allemand.

C'est ce dilemme qu'il faut tenir à l'esprit, en leur disant qu'il ne s'agit pas de briser le progrès de leur niveau de vie, ni de la qualité de leur travail, mais qu'ils ne croient pas que tout peut s'arranger sans qu'ils traduisent enfin en actes leur volonté — tant de fois affirmée lorsqu'ils traversent de vagues disparates — de voir disparaître une inflation dont ils sont tous, à des titres et degrés divers, responsables.

Ce dilemme, les Français sont-ils incapables de l'entendre ? Ce n'est pas si sûr, si on leur explique la gravité du défi qui leur est lancé. Certes, ce qui leur est demandé est très dur, mais ils ont déjà beaucoup fait pour la perspective de « partager » durablement la pénurie et le chômage. Et n'oublions pas que les entreprises ont déjà beaucoup fait pour améliorer leur situation, et qu'il y a encore beaucoup à faire.

FIN

## ÉNERGIE

### LA GRANDE-BRETAGNE ET LA NORVÈGE AUGMENTENT LE PRIX DE LEUR PÉTROLE

La Grande-Bretagne et la Norvège ont décidé d'augmenter le prix du baril de pétrole brut, extrait de la mer du Nord, de 2,5 dollars.

La société nationale, British National Oil Corporation, opérateur principal en mer du Nord, a informé ses clients par telex le 28 mai de cette hausse, et se réservant le droit de réviser, dans un sens ou dans l'autre, le prix du baril à la fin du mois de juin.

Le nouveau prix de base, 33,50 dollars contre 31 dollars précédemment, sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin.

La B.N.O.C. avait alors indiqué qu'elle demanderait le prix de 31 dollars jusqu'au 29 juin, sans évenement imprévu au sein de l'O.P.E.P. ou sur le marché mondial. Or, depuis quelques semaines, on constate une hausse sensible des prix sur le marché libre de Rotterdam. Du pétrole de la mer du Nord aurait été récemment coté à 25 dollars, alors qu'au mois de mars, les cargaisons ne trouvaient preneur qu'à 20 dollars. Ce renversement des prix sur le marché libre est la conséquence de la réduction de la production par les pays de l'O.P.E.P.

## RÉPUBLIQUE RWANDAISE

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale de l'Urbanisme et des Bâtiments civils

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

- OBJET**  
Dans le cadre de l'aménagement de l'aéroport international de KIGALI-KANOMBE, le ministère des travaux publics de la République rwandaise lance un appel d'offres international pour la construction et l'équipement d'une aéroport.
- FINANCEMENT DU PROJET**  
Le projet susmentionné est financé avec le concours de Fonds de l'O.P.E.P., du Fonds d'Aide Dabli et du Rwanda.
- LIEU D'EXÉCUTION**  
KIGALI (République rwandaise).
- FORME DU MARCHÉ**  
Le marché à intervenir sera un marché mixte, c'est-à-dire à forfait pour les travaux précisés par les plans et décrits au cahier des prescriptions techniques et à bordereaux des prix pour les travaux en plus ou en moins qui s'imposeraient par le fait de la nature du sol ou de sa topographie.
- REMAISE DES OFFRES**  
Les offres, rédigées en langue française et en cinq exemplaires, devront parvenir sous double pli fermé (enveloppe extérieure comportant le seul intitulé du projet, enveloppe intérieure la désignant comme l'offre de soumission), à M. le Secrétaire permanent du Conseil des adjudications de la République rwandaise, C/O Ministère des Finances, B.P. 158 KIGALI (Rwanda), au plus tard le 12 juin 1982 à 10 heures (heure locale), soit 8 heures G.M.T., heure fixe pour l'ouverture des offres en séance publique dans la salle de réunion du ministère des Finances.
- CONTENU DES OFFRES**  
Chaque offre incluse dans l'enveloppe intérieure comprendra obligatoirement les documents suivants :  
a) La soumission remplie, datée et signée, rédigée suivant le modèle annexé au dossier d'appel d'offres.  
b) Le cahier des prescriptions spéciales et son addendum dûment complété, paraphé, daté et signé et comportant la mention « en et accepté ».  
c) Un certificat de nationalité du candidat établi conformément à la législation nationale du pays de son siège social.  
d) En cas de groupement, un certificat pour chaque entrepreneur du groupement doit être fourni et l'entreprise pilote devra être désignée.  
e) Les renseignements complets concernant les statuts de la société ou des associés, accompagnés des pièces dûment certifiées indiquant sa constitution ainsi que les pouvoirs de la personne habilitée pour l'engagement.  
f) Toutes les justifications nécessaires prouvant que le candidat est techniquement en mesure d'exécuter les travaux en question, et en particulier ses possibilités en personnel, matériel et outillage pour l'œuvre de réalisation prévue. Pour cela il présentera les points suivants :  
— liste du matériel prévu et détail d'équipement ;  
— organigramme du personnel ;  
— liste du personnel de l'entreprise, cadres, ingénieurs, architectes, chefs d'atelier, conducteurs des travaux, chefs de chantier, etc. ;  
— leur date d'engagement ;  
— le temps moyen de travail dans l'entreprise ;  
— la moyenne d'âge et les prévisions ;  
— les indications concernant les sous-traitants.  
g) Les références concernant des travaux ou prestations analogues de celui que l'entrepreneur et technique soumise par le candidat depuis 1970 ou actuellement en cours d'exécution. Ces références doivent mentionner pour chaque projet, sur une feuille distincte, les renseignements suivants :  
1. L'intitulé ainsi que la localisation du projet ;  
2. Les noms du maître de l'œuvre et du (des) organisme(s) financier(s) du projet ;  
3. Éventuellement le nom et l'adresse de l'ingénieur-conseiller du projet ;  
4. Une brève description du projet ;  
5. La date de démarrage et, le cas échéant, la date d'achèvement du projet ;  
6. La valeur du projet ainsi que la valeur des travaux ou prestations que le candidat a effectivement exécutés en cas de sous-traitance ;  
7. Les adresses complètes du maître d'œuvre et des organismes financiers qui peuvent fournir des renseignements supplémentaires concernant les travaux ou prestations exécutés par le candidat ;  
h) Un certificat émis par une banque indiquant les références financières de l'entreprise.  
i) Le bilan soit-passif pour l'exercice 1980 de la société.  
j) Pour les entreprises autres que rwandaises, une copie des certificats de qualification de qualification par le candidat, émise par l'administration du pays dont il est ressortissant et (ou) dans lequel il est régulièrement installé.  
k) Le devis quantitatif, estimatif établi par l'administration du pays dont il est ressortissant.  
l) La liste du personnel rwandais.  
m) La liste, le quantitatif et l'origine des fournitures.  
n) Le programme sommaire d'exécution des travaux.  
o) La formule de révision des prix pour les lots 20 à 24.  
p) En cas d'association ou de groupement, une note indiquant clairement l'intervention de chaque partenaire dans l'exécution du marché.
- SOUMISSIONS**  
Les entreprises intéressées introduiront leur dossier d'offres en langue française, les montants étant stipulés en monnaie locale (rwandaise). En cas de divergence entre l'original et les quatre copies, le document original fera foi. L'offre ne sera pas considérée complète si elle n'est pas accompagnée de tous les documents spécifiés au paragraphe ci-dessus.
- CONSTITUTION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**  
Le dossier d'appel d'offres est constitué par :  
a) le présent avis d'appel d'offres ;  
b) les plans techniques ;  
— cahier des prescriptions spéciales ;  
— devis quantitatif, estimatif, devis descriptif et techniques ;  
c) les plans des ouvrages ;  
d) addendum au cahier des prescriptions spéciales.
- DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES**  
Les documents en langue française peuvent être obtenus sur demande adressée au ministère des travaux publics, direction générale de l'urbanisme et des bâtiments civils, B.P. 34, Kigali, et au ministère des postes et des communications, B.P. 220, Kigali, moyennant paiement de la somme de 30 000 F.W. au compte de l'ordonnateur-trésorier n° 21.01.01 auprès de la Banque nationale du Rwanda ou à SOFRAVIA, 75, rue la Botz, 12008 Paris, contre paiement d'un montant de 1 000 F.F. au compte de SOFRAVIA auprès du Crédit lyonnais à Paris.  
Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux adresses ci-dessus.
- DÉLAI D'ENGAGEMENT**  
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de 90 jours à compter de la date d'ouverture des offres.
- PARTICIPATION**  
La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises de construction remplissant les conditions généralement acceptées par les bailleurs de fonds du présent projet.  
Kigali, le 28 mai 1982.

Le ministre des travaux publics

NZIMBERA Joseph

Le ministre des finances

HATSEKIMANA J. Damasacine

Le ministre des postes et des communications

RYANDWI Charles

Le ministre du plan

MULINDANGABO Ambroise

Le président du Conseil des adjudications

au ministère des finances

KZABANDORA André

### Les vives tensions sur les produits alimentaires expliquent la forte hausse des prix de détail en avril

Autres causes : tarifs S.N.C.F. et loyers

La forte hausse des prix de détail enregistrée en avril par l'indice de l'INSEE, qui s'est inscrite pour le mois à 814,5 sur la base 100 en 1970 (+ 12,2 % par rapport à mars, + 13,9 % par rapport à avril 1981), s'explique surtout par les tensions très vives qui se manifestent depuis plusieurs mois sur les produits alimentaires. Les mauvais résultats d'avril à aussi pour cause la flambée des prix des services entraînée par la hausse des loyers et le relèvement de 10 % des tarifs de la S.N.C.F.

Les prix des produits alimentaires augmentent de 1,4 % en un mois. Survenant après la hausse déjà forte de mars (+ 1,1 %), ce résultat porte à 15,2 % le rythme annuel de hausse dans ce secteur (l'augmentation est de 16,3 % entre avril 1981 et avril 1982). La plupart des produits alimentaires sont en hausse très forte : fruits et légumes (+ 1,7 % en un mois) ; corps gras et beurre (+ 2,3 %) ; viande (+ 1,8 %) ; lait et fromage (+ 2,2 %) ; boissons non alcoolisées (+ 1,5 %) ; boissons alcoolisées (+ 1,4 %).

Les prix des produits manufacturés augmentent moins fortement : + 0,9 % après + 1,4 % en mars. Sur un an, leur hausse atteint 13,1 % mais ce pourcentage s'explique en partie par les prix de l'énergie. Les produits manufacturés du seul secteur privé augmentent de 11 % en un an (+ 1,1 % en avril).

Les prix des services augmentent de 1,5 % en un mois et de 13,9 % en un an. Ce résultat s'explique par la hausse trimestrielle des loyers (+ 2 % en avril) et par le relèvement des tarifs S.N.C.F. (+ 10 %), qui entraîne une hausse de 4,5 % en avril, de poste « transports publics ».

Les loyers expliquent environ 4/10 de point de l'augmentation des services en avril et la S.N.C.F. 2 à 3/10. Soit 8/10 de point d'une hausse de 1,5 %. Les seuls tarifs publics hors énergie augmentent de 20,4 % en un an.

Une opération « commerce » va être lancée en juillet pour permettre à l'administration de contrôler, au niveau des prix de détail, la réduction du taux de T.V.A. sur les produits alimentaires.



## CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

## L'euro-marché

## L'Amérique latine sur la sellette

Les eurobanquiers sont plus que jamais conscients du facteur risque en matière de prêts internationaux. La crise des Malouines n'a fait qu'exacerber un réflexe qui avait eu tendance à s'émousser au cours de la décennie précédente, mais que le blocage des avoirs brésiliens il y a deux ans, puis les difficultés financières des pays de l'Europe de l'Est avaient déjà ravivé. Du coup, les emprunteurs européens et ceux qui, en Extrême-Orient, offrent des garanties de stabilité politique et économique satisfaisantes voient leur crédibilité renforcée et peuvent bénéficier de la masse des eurocapitaux qui ne désistent plus à se placer dans les pays du Cône sud ou ceux d'Amérique latine.

Après la France, la Suède, le Danemark, la Grèce et l'Espagne, le royaume de Belgique à son tour de rôle, ces jours-ci, tirent parti de cette situation. Il entend lever environ 1 milliard de dollars par le canal d'un euro-crédit qui devrait être largement syndiqué parmi la communauté bancaire internationale. Cette approche contraste vivement avec celle adoptée l'an dernier par la Belgique. Celle-ci avait également drainé de 1 milliard de dollars environ en 1981, mais uniquement par le truchement d'une succession de placements très privés de 100 millions de dollars chacun. Le fait que, cette année, elle accepte d'affronter publiquement la scène financière internationale montre que l'accès à l'immense réservoir des eurodollars est grand ouvert aux débiteurs sans risque. La Belgique, c'est maintenant mieux que le Pérou.

La Société générale de banque à Bruxelles, qui dirigera au premier degré l'opération, signale en fin de semaine les derniers détails du crédit avec le Trésor belge. Il semble que l'emprunt sera ouvert avec un taux d'intérêt basé sur le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars (Libor), et en partie sur le taux de base bancaire en vigueur aux États-Unis. Le second, actuellement plus élevé que le Libor, permettra d'une part d'attirer les banques américaines et d'autre part de faire passer plus aisément le taux de 0,375 % qui composera une partie de la marge venant s'ajouter à celui du Libor. La durée du crédit devrait être de sept à huit ans maximum.

En revanche, le Mexique et le Venezuela éprouvent beaucoup de difficultés pour lever les sommes importantes dont ils ont un besoin pressant. Une réunion s'est tenue mercredi à Francfort dans les bureaux de la Deutsche Bank afin d'étudier les modalités d'un euro-crédit bancaire de 2 milliards de dollars en faveur du Venezuela. Parmi

les vingt banques internationales présentes, les établissements anglais se sont fait remarquer par leur absence. Ceci n'a rien d'étonnant étant donné que les Vénézuéliens soutiennent, contre les Britanniques, la cause argentine dans la guerre des Malouines.

Les vingt établissements présents mercredi à Francfort avaient décidé de proposer de lever les 2 milliards de dollars pour le Venezuela en deux tranches : l'une à trois ans, et l'autre à sept ans. Le plus court serait doté d'un taux d'intérêt qui serait l'addition d'une marge de 0,75 % au Libor et de 0,50 % au taux de base bancaire américain. L'intérêt sur la tranche à sept ans serait, pour sa part, composé de l'addition d'une marge de 1,125 % au Libor et de 0,625 % au taux de base en vigueur aux États-Unis. Ces conditions sont nettement plus onéreuses que celles que le Venezuela aurait acquiescées quelques mois plus tôt. Mais, depuis, la crise des Malouines a profondément modifié les données dans cette partie du monde. En revanche, les termes offerts au Venezuela sont, pour les banques prêteuses, suffisamment attrayants pour assurer le succès de la transaction, si jamais elle se matérialise. Mais les Vénézuéliens sont-ils vraiment désireux de drainer 2 milliards de dollars, ou se trouvent-ils devant une opération cachant des motifs politiques pas encore très clairs ?

## Un marché à nouveau très réservé

Le Mexique, de son côté, n'a vraiment pas de chance. Alors que le crédit de 2,5 milliards de dollars en sa faveur se mettait doucement en place, la grande agence spécialisée américaine Standard and Poor's annonçait jeudi soir avec fracas qu'elle avait décidé d'abaisser de « A1 plus » à « A1 » tout court la classification qui était attribuée au papier commercial émis aux États-Unis par Nacional Financiera SA (NAFINSA), la principale institution financière mexicaine. La décision a été prise à la suite de la dégradation considérable de la balance des paiements du Mexique. Du coup, c'est la crédibilité tout entière du pays qui est, pour la première fois, publiquement mise en cause sur la scène financière internationale, au travers de NAFINSA.

Pour sa part, le marché international des capitaux se montre à nouveau très réservé. En dépit de l'abaissement par quelques banques américaines de leur taux de base bancaire aux États-Unis, la communauté des banques est sceptique sur

les chances d'une détente des taux d'intérêt à court terme. Lors de l'assemblée générale annuelle, la semaine précédente à Venise, de l'Association des courtiers en obligations internationales (A.I.B.D.), Henry Kaufman, le célèbre économiste américain, a longuement expliqué pourquoi, malgré la récession économique et la chute spectaculaire de l'inflation outre-Atlantique, les taux d'intérêt à court terme ne pouvaient pas baisser. Les besoins en financement du Trésor américain sont tellement gigantesques qu'ils sont appelés à épuiser une grande partie du marché américain des capitaux. Ces besoins seront en effet de l'ordre d'au moins 180 milliards de dollars en 1983 et pourraient même atteindre 200 milliards, soit en moyenne, des prélèvements de 15 milliards par mois au minimum.

Les eurocrédits à taux fixe s'avèrent difficiles à placer, les débiteurs internationaux se sentent, comme il en advient toujours dans des circonstances similaires, retournés vers les émissions à taux d'intérêt flottant. On en dénombrait déjà trois nouvelles totales 450 millions de dollars vendues mardi, et d'autres étaient attendues à la veille du long week-end de Pentecôte.

Deux d'entre elles émanant d'établissements américains fort connus sur l'euro-marché. La Chemical Corp., avec 150 millions de dollars, et Continental Illinois, avec 200 millions, proposent des conditions identiques : douze ans de durée et des taux d'intérêt qui, pour l'un comme pour l'autre, seront l'addition d'une marge de 0,25 % à la moyenne arithmétique entre les taux interbancaires offerts et demandés à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois.

La partie de marché euro-obligataire libellée en DM fait preuve, en revanche, d'une très forte activité sur le marché primaire. Bien que le calendrier des émissions nouvelles pour les quatre semaines à venir s'avère extrêmement chargé, puisqu'il atteint 1,8 milliard de DM, les emprunts, s'ils ne se ressemblent pas tous, ne s'en succèdent pas moins à une cadence accélérée. L'ampleur même du calendrier a eu tout d'abord un impact défavorable sur ce secteur du marché. Celui-ci s'est néanmoins légèrement repris en fin de semaine. Toutefois, le marché des euroobligations en DM doit tenir compte de la forte concurrence que lui font, tout à la fois, la fermeté du dollar sur les marchés des changes et la possibilité de voir les taux d'intérêt américains rester élevés.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

## Forte hausse du dollar, faiblesse du franc

Indécis la semaine dernière, le dollar s'est vigoureusement orienté à la hausse cette semaine, sous l'influence d'achats nourris. Le livre sterling a suivi dans cette ascension, tandis que toutes les autres monnaies reculaient par rapport au dollar, et que le franc français, après un court raffermissement, faiblissait à nouveau. Quant à l'or, son cours est retombé aux environs de 325 dollars l'once.

Initialement, le dollar avait tendance à s'affaiblir, sur des rumeurs insistantes de baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, retombant même au-dessous de 6 F sur la place de Paris, pour atteindre 5,96 F lors de l'annonce de la réduction des taux de base de la Citibank à New-York. Puis, jeudi, il se mettait à monter très sensiblement, s'établissant à 6,08 F et, vendredi après-midi, à près de 6,12 F. A Francfort, son cours frôlait 2,35 DM contre 2,30 DM huit jours auparavant, et, à Tokyo, il fallait payer 243 yens pour 1 dollar, tout le monde voyant rapidement 245 à 250 yens. Seule la livre sterling, très ferme en dépit du conflit des Malouines, accompagnait la monnaie américaine dans sa hausse.

Pourquoi donc cette fermeté du dollar, qui consterne les partenaires des États-Unis à huit jours du sommet de Versailles ? Un ensemble de raisons sont mises en avant par les observateurs. Tout d'abord, les milieux financiers internationaux ont le sentiment, à tort ou à raison, que les taux d'intérêt ne sont pas encore prêts à baisser aux États-Unis, après l'échec, peut-être provisoire, des négociations entre le Congrès et la Maison Blanche sur la réduction du déficit budgétaire. Ensuite, l'annonce d'une forte réduction du déficit commercial des États-Unis pour

le mois d'avril, le plus bas (335 millions de dollars) depuis sept ans, a fait bonne impression. Enfin, conséquence logique, les rachats, par les opérateurs, des dollars qu'ils avaient vendus à découvert en prévision d'une baisse.

Quant au franc français, son évolution a été assez déconcertante. Lundi, et les jours suivants, il faisait preuve d'une fermeté bien surprenante après l'annonce, à la veille du week-end précédent, d'un déficit commercial record pour le mois d'avril (10 milliards de francs). Le cours du mark à Paris fléchissait au-dessous de 2,59 F, ce qui permettait à la Banque de France de diminuer un peu son taux d'intervention (voir la rubrique « Marché monétaire »). Une explication était donnée à cette fermeté : l'échéance de mai étant très lourde pour de nombreux importateurs de biens français vendus en francs, et ils avaient précisément besoin de francs pour régler leurs achats, d'où une forte demande sur notre monnaie. Parallèlement, les taux se tendaient très vivement (40 %) sur l'eurofranc à la suite, dit-on, des interventions extérieures : on aurait vu, non pas la Banque de France, mais, par exemple, le Crédit lyonnais, agir en ce sens à Luxembourg et à New-York. L'objectif : décourager la spéculation à la dévaluation du franc et encourager à le garder ceux qui en détiennent. Les 1 Dfrs l'échéance passée, c'est-à-dire jeudi, le franc retombait, le cours du mark à Paris remontait à près de 2,61 F, non loin de son cours plafond de 2,62 F. Le soutien que la Banque de France est obligée d'apporter à la monnaie française continue à se traduire dans ses comptes, une nouvelle sortie de devises (4,2 milliards de francs)

ayant été annoncée pour la semaine se terminant le 19 mai, et les disponibilités à vue à l'étranger revenant de 20,7 milliards de francs à 16,5 milliards de francs. Certes, les réserves de la Banque de France sont encore importantes, et les facilités d'emprunt restent très considérables, mais combien de temps cette hémorragie va-t-elle durer, et au bénéfice de qui ?

Signalons enfin un assouplissement de la réglementation des changes applicable à l'ECU, unité monétaire constituée par un « panier » de neuf monnaies européennes. L'ECU connaît, comme unité de compte, un succès croissant sur le marché international des capitaux, comme garantie contre les brusques variations de change, que ce soit pour l'emprunteur comme pour le prêteur. N'ayant pas d'existence en dehors du circuit des banques centrales, il se heurte aux dispositions restrictives du contrôle des changes. Par dérogation à ce contrôle, les banques françaises qui, normalement, ne peuvent prêter de francs à des non-résidents susceptibles éventuellement de les utiliser pour spéculer à la baisse, sont autorisées à prêter à ces non-résidents les francs correspondant à un crédit en ECU. Parallèlement, les résidents pourraient obtenir des emprunts en ECU auprès d'établissements étrangers sans être limités par l'encadrement du crédit.

Pour M. Delors, la France « fait un geste » en faveur de l'ECU : cela faisait partie du « paquet » de mesures proposées il y a deux mois pour renforcer le système monétaire européen, et dont une très grande partie a été refusée par l'Allemagne, faute du consentement de la Bundesbank.

FRANÇOIS RENARD.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 AU 28 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE      | Libre | S.E.L. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florie  | Lire italienne |
|------------|-------|--------|----------------|--------------|---------|-------------|---------|----------------|
| Londres    | —     | 1,7948 | 16,9523        | 3,5790       | 4,1979  | 75,3845     | 4,6854  | 233,87         |
| New-York   | —     | 1,7950 | 16,7790        | 3,5182       | 4,1356  | 75,7888     | 4,5978  | 225,88         |
| Paris      | —     | 1,7948 | —              | 16,9880      | 42,7398 | 2,2598      | 38,5356 | 0,4788         |
| Zurich     | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Frankfurt  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Bonn       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Bruxelles  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Amsterdam  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Stockholm  | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Copenhague | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2883  | 39,4472        |
| Oslo       | —     | 1,7950 | —              | 16,6527      | 51,8284 | 4,4827      | 2,2     |                |







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ETRANGER

#### 2-3. LA GUERRE DES MALOUINES

— **COLOMBIE** : La démocratie en trompe-l'œil (III) par Yves Hardy.

#### 4. EUROPE

— **POLOGNE** : Une foule immense a célébré dans la capitale le premier anniversaire de la mort du cardinal Wyszyński.

### POLITIQUE

5. Les travaux de l'Assemblée : création du délégué syndical de « site ».

### SOCIÉTÉ

6. Les réseaux, l'informatique et la santé.

— **SPORTS** : Les internationaux de Roland-Garros.

7. **MÉDECINE** : Le ministre de la Santé a inauguré le nouvel hôpital de Kremlin-Bicêtre.

— **RELIGION** : Le voyage du pape en Grande-Bretagne.

— **EDUCATION** : L'implication de la maison école de M. (Hout-Gervais).

— **DÉFENSE** : PRESSE.

### CULTURE

8. **FORMES** : Le départ de M. Jean May.

### ECONOMIE

11. **ÉQUIPEMENT** : Français contre Connaillat à New-York : bataille pour le métré.

12. **SOCIAL** : Demi-victoire pour le lig. d'Édmond Malin à la 3<sup>e</sup> Congrès de la C.F.P.T. : les délégués Rénat des limites au partage du travail et des revenus ; Après l'accord sur les élections, le travail doit reprendre le 1<sup>er</sup> juin chez Citroën.

13. **CONJONCTURE** : Chômage, croissance et inflation (IV), par Jacques Méraud : Forts hausses des prix de détail en avril.

14. **Crédit, changes et grands marchés**.

15. **La semaine financière**.

### RADIO-TELEVISION (10)

— **INFORMATIONS** :

— **SERVICES** (11) :

— **Loisirs** : Météorologie ; Journal officiel ; Mots croisés.

— **Carnet** (7) : Programmes spectacles (9).

### Dans une conversation avec des journalistes américains

#### M. Mitterrand n'exclut pas une dévaluation du franc

Recevant à l'Élysée huit journalistes américains, M. Mitterrand a déclaré notamment que l'indifférence au sort des nations industrielles alliées ont été aussi indifférentes au sort des nations du tiers monde. Le président de la République n'en espère pas moins qu'en dépit des différences de leur situation économique, les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon pourront trouver un terrain commun en matière de projets industriels et de technologies avancées, ainsi que dans le domaine de la politique monétaire. « Nous avons besoin d'un minimum de consensus pour surmonter la crise », a-t-il déclaré, qui n'a pas exclu la possibilité d'une dévaluation du franc ou de son retrait du système monétaire européen.

Cependant, le président a souligné qu'il appuierait les efforts des participants au sommet de Versailles en vue d'établir une coordination monétaire plus étroite entre leurs pays, pouvant aller jusqu'à intégrer leurs monnaies dans un nouveau système monétaire. Dans une large mesure, aurait-il indiqué, M. Mitterrand, le secret de l'unité des idées, et du succès des négociations avec l'Europe, est une économie forte.

[M. Delors, au cours de l'entretien télévisé « L'heure de vérité », jeudi 28 mai, avait déclaré : « Nous venons d'arriver à un stade où nous devons nous rendre compte que la dévaluation du franc n'est pas une solution à long terme. »]

Aujourd'hui, c'est le président de la République lui-même qui n'exclut plus une dévaluation ou une sortie du franc du système monétaire européen.

Ces propos ne sont pas de nature à conforter le franc sur les marchés des changes. Notre monnaie, qui s'était légèrement redressée en début de semaine, a de nouveau été fortement atteinte à la veille du long week-end de Pentecôte et la Banque de France a dû la soutenir.

On peut dès lors s'interroger sur les raisons qui ont amené M. Mitterrand à faire une déclaration qui ne peut qu'encourager la médiane à regarder de travers. Peut-être s'agit-il de préparer l'opinion à une opération monétaire qui apparaît maintenant comme pratiquement inévitable.

#### M. ROCARD : la France vit avec un taux de garantie sociale au-dessus de nos moyens.

Dans une interview publiée par le Point, M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, déclare :

« On demande à l'État de plus en plus de faire le plein financier, au moment même où la crise réduit ses moyens. Compte tenu de la situation internationale, l'effort d'amélioration et de redistribution sociale ne pourra, en toute hypothèse, pas se poursuivre au rythme auquel nous l'avons commencé il y a un an. C'est d'ailleurs ce que nous indiquait la stratégie du Plan intermédiaire. Car, même si le déficit budgétaire reste modeste par rapport à celui des autres nations, même s'il existe d'autres paramètres plus importants que celui-ci (par exemple la balance des paiements, la situation de l'emploi, la capacité de l'économie à s'investir), il reste que la France vit avec un taux de garantie sociale qui est au-dessus de ses moyens. Et qu'elle ne peut plus supporter les dépenses de santé sans financer, quelle que soit la nature de ces dépenses. »

#### LES PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS AUGMENTERONT LE 10 JUIN (A L'EXCEPTION DE CELUI DE L'ESSENCE)

Le prix de l'essence va baisser en France de 2 centimes par litre, le 10 juin, mais ceux de tous les autres produits pétroliers — super, gasoil et fuel domestique — augmenteront de 5 centimes.

Depuis le début du mois de mai et la reddition de la politique pétrolière française, les prix des produits pétroliers ont subi trois hausses, en fonction d'une formule intégrant plusieurs paramètres (coût

## LE QUATRIÈME CONGRÈS DU C.D.S.

### Cinq prétendants à la succession de M. Lecanuet

Le quatrième congrès du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.), qui s'est ouvert samedi en début d'après-midi, à Versailles, devait achever ses travaux lundi 31 mai. Ce congrès, le premier depuis que le C.D.S. s'est trouvé rejeté dans l'opposition, permettra de préciser la stratégie du mouvement, tant face à la majorité que dans ses rapports avec le R.P.R. et ses alliés de l'U.D.F.

Il procédera à l'adoption d'un manifeste qui constitue une mise à jour des propositions centristes et un rappel doctrinal. L'événement le plus important de ces sessions sera l'élection

Cinq candidats à la présidence du mouvement. Cela ne s'était jamais vu au C.D.S. qui, depuis 1978 — date de la fusion entre le Centre démocrate de M. Jean Lecanuet et le Centre Démocratique et Progrès de M. Jacques Chabanais — a reconstruit dans ses fonctions M. Lecanuet.

D'abord inquiet de ce « trop-plein » de candidatures, le C.D.S. s'est par la suite félicité d'une telle « richesse » qui lui a permis d'ouvrir largement le débat sur chacune des fédérations visitées par les candidats. « Nous ne voulons plus être une force d'appoint mais devenir un grand mouvement national. » Tel est le souhait exprimé par les militants. Dimanche, ils doivent élire celui qui sera Jean-Marie Caro, député de la Haute-Loire, qui revendique l'idée de cette campagne-tour-de-france, précise qu'il a voulu « favoriser le dialogue entre les militants et mettre à leur disposition son énergie et sa foi pour faire du C.D.S. un parti fort de lui-même ».

Les trois autres candidats sont les plus connus en raison des fonctions qu'ils ont exercées au sein du gouvernement ou dans les instances dirigeantes du parti. M. Bernard Stasi et Pierre Méhaignerie, dont on oppose la sensibilité politique et la personnalité, occupent le devant de la scène. M. Stasi, député de la Manche et ancien président délégué du C.D.S., est un familier de l'homme de terrain. Les militants apprécient son dynamisme, son caractère chaleureux et passionné.

L'ouverture de la campagne a toutefois donné naissance à de vives critiques à son égard. De telles qualités devaient-elles être — et pour le moins insurmontables — chez un futur président du parti qui se voyait ainsi réduit en rôle d'aimable trouble-fête. Ces critiques ont conduit M. Stasi à rappeler, notamment, que dix ans d'expérience dans la présidence du C.D.S. lui ont permis d'acquiescer une expérience « exceptionnelle » dans le domaine de la Région.

Ces reproches d'absence de rigueur et de sérieux ne pou-

vaient atteindre son concurrent, M. Pierre Méhaignerie, député de l'Ille-et-Vilaine, ministre de l'Agriculture sous le précédent septennat, qui a cherché durant sa campagne à ne plus apparaître comme un technocrate froid et distant, mais, au contraire, à développer les thèmes de la solidarité sociale, de la justice, de la collégialité. Il a réussi à se rapprocher des militants qui lui reprochaient de les avoir délaissés quand il occupait ses fonctions au gouvernement. En se défendant d'avoir toujours « en filigrane » la politique, il a rallié d'autres sympathisants, tandis que M. Stasi, accusé de vouloir « flirter » avec le pouvoir socialiste, proteste de son innocence et réaffirme sa volonté de rester dans l'opposition et au sein de l'U.D.F., tout en précisant qu'il « ne s'agit pas de cas de conscience sur la droite ».

On peut penser que, parti avec une confortable avance, ce dernier a très vite atteint le plein chemin à parcourir était plus long, a pu bénéficier de l'attrait de la nouveauté et apparaître aux yeux de certains comme un candidat possible à l'élection présidentielle de 1982.

Entre les deux, M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, ancien secrétaire général du mouvement et ancien ministre de la Santé, semble incarner la parfaite synthèse. Mais il n'est pas sûr qu'il soit au C.D.S. le « centre du centre », le favori, tant il est vrai que les militants mesurent chaque jour la difficulté de leur position médiane sur l'échiquier politique. D'autre part, ses hésitations — il aurait préféré se présenter au congrès au sein d'une équipe unie — lui ont fait perdre un certain nombre de voix.

La qualité de ses interventions, les sympathies qu'il a su susciter, devraient néanmoins lui permettre de faire bonne figure. Mais pas suffisamment sans doute pour participer au deuxième tour de scrutin, qui devrait se réduire à l'opposition entre M. Méhaignerie et Stasi, dont les partisans respectifs tentaient encore, samedi, par d'habiles conversations de couloir de rallier les indécis.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

### La liste A.D.F.E. (socialiste) obtient 35 sièges sur 129 au Conseil supérieur des Français de l'étranger

Le ministère des relations extérieures a publié vendredi 28 mai les « résultats officiels » de la première élection au suffrage universel direct, dimanche 28 mai, du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Curieusement, seule a été publiée la répartition des sièges et non le nom des élus. On sait qu'il ne sera disponible que dans quelques jours. Rappelons que l'élection a eu lieu selon une loi votée par l'Assemblée nationale le 23-24 et 25 mai et que le Parlement n'a pas encore définitivement voté.

Il est évidemment difficile au vu de la seule répartition des sièges de tirer un enseignement politique sérieux. Que signifie, pour la circonscription d'Alger, où sont centralisés une partie des électeurs du Proche-Orient, la compétition entre la liste « Progrès, espoir, réforme » et la liste « Vérité et solidarité », qui ont emporté chacune un de deux sièges. Et quelle est l'appartenance politique de la liste « Les Français de l'étranger » sur laquelle deux élus ont été élus ? Le plus clair et le plus universellement répandu est celui de l'A.D.F.E. (Association démocratique des Français de l'étranger), créée en 1980 par le P.S., qui emporte 35 des 129 sièges soumis au vote dimanche.

On peut relever que dans la circonscription d'Alger, qui venait de voter M. Mitterrand,

la présidence du successeur de M. Jean Lecanuet, qui a annoncé, au mois de février, son intention de ne pas solliciter la renouvellement de son mandat. Simultanément sera désigné le secrétaire général : en l'absence de toute concurrence, M. André Dilligent se succédant à lui-même. Des réformes de structures ont été envisagées qu'une fois connu le nom du nouveau président. Elles devraient tendre à une plus grande collégialité à tous les niveaux du parti. Seule sera proposée au congrès la suppression du comité directeur, instance jugée trop lourde. Le bureau politique sera, lui, élargi.

En dépit de leurs efforts et de l'ardeur déployée à sillonner la France, deux des candidats devaient sans doute se contenter d'avoir participé à la campagne électorale. M. Jean-Marie Daillet, député de la Manche, n'a pourtant pas hésité à se livrer corps et âme aux militants ne laissant rien ignorer de ses réelles « plus faibles », de ses lectures favorites ou de son signe socialiste. M. Barrot, qui revendique comme « un outsider du souffle dans la compétition, soucieux de favoriser l'engagement d'un plus grand nombre de militants et de leur donner une stratégie mondiale pour la liberté ». Peut-être plus sobrement, M. Jean-Marie Caro, député de la Haute-Loire, qui revendique l'idée de cette campagne-tour-de-france, précise qu'il a voulu « favoriser le dialogue entre les militants et mettre à leur disposition son énergie et sa foi pour faire du C.D.S. un parti fort de lui-même ».

### Deux favoris

Les trois autres candidats sont les plus connus en raison des fonctions qu'ils ont exercées au sein du gouvernement ou dans les instances dirigeantes du parti. M. Bernard Stasi et Pierre Méhaignerie, dont on oppose la sensibilité politique et la personnalité, occupent le devant de la scène. M. Stasi, député de la Manche et ancien président délégué du C.D.S., est un familier de l'homme de terrain. Les militants apprécient son dynamisme, son caractère chaleureux et passionné.

L'ouverture de la campagne a toutefois donné naissance à de vives critiques à son égard. De telles qualités devaient-elles être — et pour le moins insurmontables — chez un futur président du parti qui se voyait ainsi réduit en rôle d'aimable trouble-fête. Ces critiques ont conduit M. Stasi à rappeler, notamment, que dix ans d'expérience dans la présidence du C.D.S. lui ont permis d'acquiescer une expérience « exceptionnelle » dans le domaine de la Région.

Ces reproches d'absence de rigueur et de sérieux ne pou-

### La liste A.D.F.E. (socialiste) obtient 35 sièges sur 129 au Conseil supérieur des Français de l'étranger

Le ministère des relations extérieures a publié vendredi 28 mai les « résultats officiels » de la première élection au suffrage universel direct, dimanche 28 mai, du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Curieusement, seule a été publiée la répartition des sièges et non le nom des élus. On sait qu'il ne sera disponible que dans quelques jours. Rappelons que l'élection a eu lieu selon une loi votée par l'Assemblée nationale le 23-24 et 25 mai et que le Parlement n'a pas encore définitivement voté.

Il est évidemment difficile au vu de la seule répartition des sièges de tirer un enseignement politique sérieux. Que signifie, pour la circonscription d'Alger, où sont centralisés une partie des électeurs du Proche-Orient, la compétition entre la liste « Progrès, espoir, réforme » et la liste « Vérité et solidarité », qui ont emporté chacune un de deux sièges. Et quelle est l'appartenance politique de la liste « Les Français de l'étranger » sur laquelle deux élus ont été élus ? Le plus clair et le plus universellement répandu est celui de l'A.D.F.E. (Association démocratique des Français de l'étranger), créée en 1980 par le P.S., qui emporte 35 des 129 sièges soumis au vote dimanche.

On peut relever que dans la circonscription d'Alger, qui venait de voter M. Mitterrand,

## La mort de la comédienne Romy Schneider

L'actrice Romy Schneider a été trouvée morte samedi matin à son domicile parisien, rue Barbet-de-Jouy, Paris 17<sup>e</sup>. D'après les premières constatations des policiers appelés sur place, elle se serait donné la mort.

Romy Schneider, qui était âgée de quarante-trois ans, avait été durement éprouvée l'an dernier, lors de la mort accidentelle de son fils David Christopher, alors qu'elle-même sortait d'une grave opération.

### Les choses de la vie

L'actrice Romy Schneider était née le 23 septembre 1938 à Vienne (Autriche). Elle était la fille de deux acteurs célèbres dans leur pays, Wolf Betty et Magda Schneider.

Mère de deux enfants David, mort en 1981, fils de Harry Meyer, acteur allemand qui s'est suicidé en 1979 et Sarah, fille d'un deuxième mariage.

Romy Schneider fut plusieurs années la compagne de l'acteur Alain Delon, rencontré en 1968. La célèbre actrice avait débuté au cinéma en 1958 dans Les Lèvres Blanches et a tourné plus de cinquante films en France et en Italie, notamment. Parmi les plus célèbres la série des Sissi, Le Procès d'Orson Welles et dans plusieurs films de Luciano Visconti comme 70, le Crépuscule des dieux, etc.

Avec le metteur en scène français Claude Sautet, elle a tourné notamment Les Choses de la vie, Muz et les Juifs, Une Histoire simple, César et Rosalie. Son dernier film, tourné en 1981 en La Passante du Sans-Souci, de Jacques Rouffio, avec Michel Piccoli.

### M. JACK LANG : nous sommes privés d'une amie.

Apprenant la mort de Romy Schneider, M. Jack Lang, ministre de la Culture nous a déclaré : « C'est avec la plus grande tristesse que j'apprends la disparition de Romy Schneider. Le cinéma mondial perd ainsi l'une de ses comédiennes les plus talentueuses et les plus professionnelles au sens fort du terme. »

« Les grands metteurs en scène, comme le public immense qu'elle touchait, avaient su reconnaître depuis le début de sa carrière sa sensibilité et la profondeur exceptionnelle de ses interprétations. »

« Et nous sommes privés d'une amie dont l'énergie, la chaleur et l'esprit de justice n'ont cessé de rayonner. Récemment encore, son dévouement à la cause de la liberté l'avait conduite à prendre une part active à la manifestation des artistes à l'Opéra, pour le soutien au peuple polonais. »

### Dans la revue « Autrement »

#### M. MITTERRAND ET L'AMITIÉ

La revue Autrement, que dirige M. Henry Douglass, consacre son numéro de juin (n° 41) à une enquête sur l'amitié aujourd'hui, dans laquelle M. François Mitterrand répond, sur ce thème, à plusieurs questions. Le président de la République déclare notamment :

« L'amitié, c'est une façon de se pencher sur sa propre vie. L'amitié est la témoin. On puise sur les autres quand on pleure sur soi. Les amis qui meurent emportent une part de votre vie. Il est témoin de votre enfance de votre adolescence, de votre âge mûr, alors est ami vous confie toute une part de votre vie, est ami dépositaire. On tient. Elle (l'amitié) a besoin de preuves. Tant qu'on vit dans l'âge de l'innocence, on pense que les preuves seront toujours apportées. Tout au long de la vie, je n'ai pas perdu d'amitié. Les trahisons de l'amitié, je les ai pas connues, même pas dans la vie politique, de l'État, jamais eu de déception de ce genre (...) j'ai pu d'ailleurs, mais je n'ai pas eu tout de souvenir de trahisons. Il n'y a personne dont je puisse dire : « Common » « et-tu m'as fait cela et » « séparé de moi ? » Ce n'est pas arrivé (...) »

« L'exercice du pouvoir est certainement antinomique avec la création d'amitié, la naissance d'amitié. Ce n'est pas du tout antinomique avec la préservation d'amitiés préexistantes. L'amitié a besoin d'échanges (...) l'amitié, on ne se crée pas de véritables amitiés. On a quelques bons compagnons, à l'Assemblée nationale, où je suis resté trente-cinq ans, j'ai gardé de très bonnes relations, des « amis politiques », plus même que des « amis politiques ». Mais rarement ceux qui sont des amis personnels ; comme s'il y avait deux modes de vie qui ne se recoupent pas. »

Interrogé sur l'amitié entre hommes et femmes, M. Mitterrand ajoute : « Je ne crois pas que l'amitié qui succède à l'amour soit une déperdition ou un accommodement parce que, dans ce cas, l'amitié ne subsisterait pas. Si l'amitié succède à l'amour, c'est que l'amour était assez riche pour pouvoir devenir amitié. »

★ Autrement, 4, rue d'Enghien, 75010 Paris 20. F. Venturi librairie.

## Voulez-vous vraiment trouver un travail intéressant ?

Par exemple, un poste évolutif, offrant responsabilité et initiative, bien rémunéré ?

Si votre réponse est « oui », vous auriez sans doute intérêt à nous demander quelques informations complémentaires sur « Administration de l'Entreprise », notre programme de formation polyvalente en gestion.

Parce qu'une solide formation de base est une clé qui ouvre de nombreuses portes. Spécialement quand elle est

concrète, actuelle, immédiatement utilisable, animée exclusivement par des praticiens des affaires.

Où quand elle est appréciée sur le marché du travail. Depuis vingt ans.

Si votre carrière vous intéresse, écrivez ou téléphonez-nous pour recevoir les spécifications du programme. La prochaine session débute en octobre 1982 et dure 9 mois à plein temps. Une trentaine de participants y seront admis.

### ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

Rue du Bignon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) — Tél. 021/22 15 11